

Université Libre de Bruxelles

Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire

Faculté des Sciences

Master en Sciences et Gestion de l'Environnement

**« Déforestation en Amazonie brésilienne : mobilisations en ligne**

***Une analyse de la représentation des points de vue locaux dans les médias sociaux »***

Mémoire de Fin d'Etudes présenté par  
SANCHO MOSEGUI, Julie  
en vue de l'obtention du grade académique de  
Master en Sciences et Gestion de l'Environnement,  
Finalité Gestion de l'Environnement M-ENVIG

Année Académique : 2020-2021

Directrice : Professeure *Maria MANCILLA GARCIA*

Assesseurs : Professeur *Frédéric LOUAULT* et Professeur *Bonno PEL*

## *Remerciements*

Tout d'abord, je tiens à remercier ma directrice de mémoire, Madame Maria Mancilla Garcia, pour avoir accepté de superviser mon travail et m'avoir soutenue dans sa réalisation, pour ses nombreux conseils éclairés et son investissement impressionnant dans nos échanges, ainsi que pour m'avoir mise en contact avec des personnes brillantes.

Je remercie également Monsieur Frédéric Louault pour ses encouragements, les précisions apportées et son point de vue expert sur le Brésil.

Je voudrais également remercier chacune des personnes de mon entourage avec qui j'ai eu l'occasion de discuter de ce sujet qui me tient à cœur, mes employeurs précédents qui ont nourri mon intérêt pour la conservation environnementale, et les associations et rencontres qui ont parsemé mes expériences sociales et professionnelles en Amérique latine, et qui ont éveillé et entretenu ma sensibilité aux thématiques des droits indigènes.

Enfin, mes remerciements s'adressent évidemment à ma famille, qui m'a toujours apporté son soutien et qui continue de croire en moi, tant durant la réalisation de ce travail que tout au long de mes études. Merci pour leurs conseils sur la réalisation de ce travail ainsi que pour leur présence sans faille qui m'a permis de me ressourcer. Merci à mes bons amis, plus et moins proches, alliés indispensables de ma réussite, pour leur solidarité et leur joie de vivre à toute épreuve.

Un grand merci à tous,

Julie Sancho

## Table des matières

Abstract .....	5
Introduction.....	6
Chapitre I : Contexte.....	10
Intérêt de la recherche.....	10
Contexte environnemental .....	11
Causes et conséquences de la déforestation au Brésil .....	11
Contexte politique.....	15
Populations indigènes .....	15
Jair Bolsonaro : médias et politique environnementale .....	16
Les réseaux sociaux .....	19
Chapitre II : Les organisations environnementales .....	21
Les organisations environnementales internationales .....	21
Les organisations environnementales locales et organisations de femmes indigènes .....	23
Chapitre III : Méthodologie .....	26
Délimitation de la problématique .....	26
Choix des médias sociaux analysés .....	27
Choix de l'échantillon .....	28
Méthodes de collecte des données .....	32
Méthode d'analyse des données .....	33
Limites de l'étude .....	35
Chapitre IV : Problématique .....	37
Question de recherche et hypothèse.....	38
Cadre scientifique d'analyse .....	38
Les médias sociaux et mobilisations en ligne.....	38
La déforestation et les conflits de répartition.....	39
L'environnementalisme.....	40
Genre et environnement.....	42
Chapitre V : Présentation des données .....	47
Les ONG internationales.....	47
Représentants locaux.....	50
Chapitre VI : Analyse et discussion des résultats .....	56
Fonctions des publications .....	56
Environnementalisme et vision de la nature .....	59
Féminisme et écoféminisme .....	62

Conflits de distribution écologiques.....	63
Conclusions.....	65
Bibliographie.....	68

## Abstract

La déforestation en Amazonie brésilienne sous la présidence de Jair Bolsonaro suscite l'indignation et les contestations du monde entier. Les ONG environnementales internationales comme les activistes indigènes brésiliens se mobilisent pour lutter contre les impacts environnementaux et sociaux de cette déforestation, véhiculant chacun des représentations qui leur sont propres. Ce travail interroge la manière dont les ONG environnementales internationales relaient les points de vue des femmes activistes indigènes à propos de la déforestation en Amazonie brésilienne à travers leurs réseaux sociaux respectifs. En adoptant une perspective basée sur l'écologie politique féministe, nous analysons l'interconnexion entre les impacts environnementaux et sociaux de la déforestation, en rendant compte de la façon dont les luttes des femmes indigènes sont rendues visibles sur les réseaux sociaux. Les concepts liés à l'environnementalisme et à l'écoféminisme apportent tous deux des aspects de réponse complémentaires à cette question, faisant apparaître le rôle des communautés indigènes dans la préservation de la forêt et les connexions entre le genre et l'environnement. Ce travail consiste donc en une étude qualitative des représentations véhiculées sur les réseaux sociaux (Facebook et Instagram) de deux ONG internationales et de quatre femmes et associations de femmes indigènes brésiliennes luttant activement contre la déforestation de l'Amazonie. Les profils de l'échantillon ont été sélectionnés dans le but de refléter différents niveaux d'acteurs et leurs pratiques et représentations respectives sur les réseaux sociaux. La méthode utilisée est l'analyse thématique de contenu des publications extraites de ces profils. Cette recherche conclut que, bien que toutes les dimensions des représentations de l'environnement et de la déforestation partagées par les femmes indigènes sur les réseaux sociaux n'apparaissent pas dans les publications des ONG environnementales internationales, ces dernières apportent tout de même une certaine visibilité à la lutte des populations indigènes et aux inégalités qu'elles subissent.

## Introduction

Actuellement, le Brésil fait l'objet d'une attention mondiale particulièrement soutenue, d'une part en raison des incendies incontrôlables qui ont ravagé l'Amazonie, mais également en raison de la politique menée par le président Jair Bolsonaro. Ce dernier a suscité de fortes réactions de contestations de la communauté internationale en réduisant les capacités des organes gouvernementaux dédiés à l'environnement, en privant la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI) de ses fonctions effectives sur la démarcation des terres indigènes, en prenant des mesures favorisant l'expansion des zones dédiées à l'agrobusiness et en autorisant les activités extractives et l'exploitation dans des territoires indigènes en Amazonie. La déforestation engendrée par ces mesures et l'affaiblissement des contrôles environnementaux découlant de ses décisions politiques ont de graves conséquences au niveau environnemental, mais également au niveau social.

En effet, les populations indigènes au Brésil subissent de plein fouet les impacts de la déforestation, dont le taux est extrêmement élevé, et de ces politiques qui accentuent les discriminations dont sont victimes ces communautés indigènes. Les difficultés rencontrées par les populations indigènes vivant en Amazonie touchent généralement de près ou de loin à la question de l'accès à la terre. En effet, cette problématique comprend la démarcation des terres indigènes et l'invasion des terres indigènes par les chercheurs d'or illégaux ou par les industries agricoles ou extractives, mais aussi les difficultés d'accès à la terre engendrées par l'établissement d'aires protégées pour la conservation de l'environnement.

Dans ce contexte, de nombreux acteurs se mobilisent pour lutter contre la déforestation, et pour défendre les droits des indigènes habitant en Amazonie. Il existe une multiplicité d'acteurs et de niveaux d'acteurs, du plus local au plus international. Les grandes ONG environnementales ont un grand succès dans l'opinion publique occidentale, et de plus en plus de communautés indigènes se coordonnent pour former des mouvements de plus ou moins grande ampleur pour revendiquer leurs droits et rendre plus visibles les difficultés auxquelles elles font face. De même, des associations de femmes indigènes voient le jour pour se joindre à ces luttes tout en agissant sur les problématiques liées au genre. De plus, de nombreuses formes de militantisme et de nombreuses mobilisations sont désormais en ligne et les activistes y ont en partie déplacé leurs luttes.

Étant donné le nombre des utilisateurs des réseaux sociaux grandissant chaque jour davantage, les médias sociaux gagnent donc également de l'ampleur en tant qu'objet d'analyse en sciences sociales (Mancilla-García, 2015). Il apparaît également que la recherche sur l'utilisation des réseaux sociaux pour traiter de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles a été relativement limitée, et

il est donc intéressant d'analyser sur ce « terrain virtuel » quel type de discours est favorisé par ces médias.

La fonction des réseaux sociaux est l'un des aspects que nous analyserons, afin de découvrir quels sont les objectifs des publications sur les réseaux sociaux des différents acteurs et actrices sélectionnés dans l'échantillon, et si ces objectifs diffèrent selon le niveau (local ou international) analysé (Figeac et al., 2020). La notion de répertoire d'action des réseaux numérique pourrait apporter des éléments de réponse à cette question, en permettant de se concentrer sur les routines et pratiques mises en place par les militants sur les réseaux sociaux.

Aborder les luttes contre la déforestation sous l'angle des conflits de répartition des ressources, tels que définis par Martinez-Alier (1997) apportera une dimension supplémentaire pour appréhender les mobilisations des militants locaux, étant donné que la problématique de l'accès au territoire et aux ressources affecte directement les communautés indigènes en Amazonie. On étudiera aussi les mobilisations pour l'environnement, à la fois des acteurs locaux et des ONG environnementales internationales, à l'aide du concept d'environnementalisme (Martinez-Alier, 1997). Ce concept nous permettra d'identifier quels sont les différents types d'environnementalismes véhiculés à travers les publications sur les réseaux sociaux, et nous compléterons cette analyse par une distinction entre l'environnementalisme dominant et celui des minorités, et les diverses conceptions de la nature et de l'environnement qui s'y rapportent (Larrère, 2012). Nous comparerons ensuite les résultats selon les différents niveaux d'acteurs analysés dans ce travail.

En ce qui concerne les particularités des femmes indigènes en lien avec l'environnement et les luttes environnementales, des études ont montré que, d'une part, elles sont les plus vulnérables face aux changements climatiques, se trouvent en première ligne des conflits de distribution écologiques (Martinez-Alier, 1997) et subissent des discriminations de genre s'ajoutant aux discriminations politiques et sociales dont sont victimes les populations indigènes (Simonian, 2013), et d'autre part on les trouve également souvent à la tête des luttes environnementales (Gournay, 2019), engagement qui pourrait s'expliquer notamment par une plus grande proximité spirituelle et effective avec la forêt (Simonian, 2013). Les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder au pouvoir et à la participation politique seront également abordées. Pour finir, nous aborderons également la question des points de convergence entre les luttes environnementales des femmes indigènes et le mouvement féministe décolonial – courant qui entreprend de questionner le féminisme occidental en rendant compte des réalités spécifiques des femmes notamment en Amérique latine, ainsi qu'avec l'écoféminisme, qui postule qu'il existe un lien entre la subordination des femmes par les hommes et la surexploitation de la nature par les humains (Miranda, 2020).

En raison d'intérêts personnels tournés depuis très longtemps vers les droits des communautés indigènes et à leur relation à l'environnement, et, plus récemment vers le féminisme, combinés au

contexte actuel, nous avons donc été amenés à nous interroger sur l'adéquation entre les objectifs des grandes instances internationales et ceux des populations indigènes « sur le terrain ». Ce questionnement nous a amenés à vouloir travailler sur les représentations des communautés indigènes véhiculées sur les réseaux sociaux sur la question de la déforestation en Amazonie, avec une perspective tirée du féminisme et/ou de l'écoféminisme. Cette réflexion a finalement débouché sur la question de recherche suivante :

*« Dans quelle mesure les ONG environnementales internationales relaient-elles les points de vue des femmes activistes indigènes concernant la problématique de la déforestation en Amazonie brésilienne ? Une analyse des médias sociaux. »*

Pour répondre à cette question, nous avons effectué un état de l'art comprenant les thématiques des mobilisations en ligne, les formes d'environnementalismes, et les connexions entre genre et environnement. Nous avons également contacté des chercheurs travaillant sur ces thématiques dans le cadre d'entretiens exploratoires, ce qui nous a permis de mieux délimiter la problématique et de nous guider dans l'élaboration de l'échantillon. La méthode que nous avons suivie pour l'analyse des données est l'analyse thématique de contenu (Paillé et Mucchielli, 2012). Cette méthode permet de faire émerger les thèmes principaux ressortant des données analysées, et de mettre en évidence les liens existant entre ces thèmes lors de l'analyse. La combinaison avec des méthodes d'analyse de discours permettra d'appréhender certains aspects de la forme comme du contenu (Van Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017).

La structure de ce travail se décline en six chapitres. Le premier consistera tout d'abord en la présentation de l'intérêt académique et théorique de cette recherche par rapport à la pandémie actuelle, le taux croissant de déforestation en Amazonie brésilienne, les impacts pour les communautés indigènes vivant dans cette forêt, les mobilisations en ligne et la place des femmes indigènes dans ces mobilisations. Ensuite, nous fournirons le contexte environnemental en exposant les principales causes et conséquences de la déforestation au Brésil. La suite du chapitre sera consacrée au contexte politique du pays, comprenant un aperçu de la situation des populations indigènes en Amazonie ainsi qu'au gouvernement de Jair Bolsonaro, dont la politique environnementale fait plus que débat et soulève de fortes oppositions tant au niveau international qu'au niveau local. Pour finir, on abordera le contexte des médias sociaux au Brésil et leur rôle particulièrement important dans l'élection du président Bolsonaro.

Le second chapitre dressera un panorama synthétique de la scène des grandes ONG environnementales internationales ainsi que des principaux acteurs nationaux et locaux actifs sur la cause environnementale au Brésil. Ce chapitre comprendra une présentation des deux ONG et des 4 militantes et associations locales sélectionnées pour ce travail. Une attention particulière sera portée au développement des organisations de femmes indigènes.



Le chapitre trois portera sur la méthodologie suivie pour la réalisation de ce travail, détaillant les choix effectués pour constituer l'échantillon de recherche ainsi que le « terrain virtuel », la méthode utilisée pour la collecte des données sur les réseaux sociaux ainsi que la méthode d'analyse des données, qui est principalement l'analyse thématique. Le chapitre se clôturera par la présentation des limites identifiées à cette étude.

Ensuite, le quatrième chapitre posera le cadre théorique de la problématique et du travail. La question de recherche et l'hypothèse seront présentées, ainsi que le cadre scientifique d'analyse. Ce dernier correspond à une revue de la littérature scientifique (et de plusieurs sources provenant de la littérature grise) autour des médias sociaux et des formes de mobilisations en ligne, du concept de déforestation ainsi que de celui de conflits de répartition écologiques, amenant la dimension des inégalités dans la problématique environnementale, et de la notion d'environnementalisme. Enfin, les différentes approches féministes, écoféministes et décoloniales sont abordées, après avoir mis en évidence les connexions entre le genre et l'environnement à travers les luttes environnementales des femmes indigènes.

Une fois le cadre théorique établi, l'avant-dernier chapitre présentera les données récoltées sur les réseaux sociaux, en opérant une distinction entre les ONG environnementales internationales, d'une part, et les activistes et associations représentant les points de vue locaux d'autre part. Le format général des publications est présenté, et les données sont ensuite organisées par thèmes identifiés afin de montrer les représentations véhiculées par chacun des deux ensembles d'acteurs sur les réseaux sociaux.

Enfin, le dernier chapitre consistera en une analyse des données présentées par une mise en relation des observations avec les concepts identifiés dans la littérature scientifique. Ce chapitre aura pour mission de présenter les résultats de l'étude en apportant des éléments de réponse à la question de recherche par rapport à l'hypothèse générée en amont.

Pour finir, nous reprendrons dans la conclusion les éléments que notre analyse aura mis en évidence, en les complétant par plusieurs pistes de prolongement et d'approfondissement de l'étude possibles.

## Chapitre I : Contexte

Afin de saisir les différents facteurs susceptibles d'influencer les situations étudiées, il paraît primordial de recontextualiser cette recherche par rapport à l'environnement politique et social et au contexte environnemental en Amazonie brésilienne.

### Intérêt de la recherche

Le contexte actuel de la pandémie de COVID-19 a mis en évidence les connexions très étroites liant la protection de la nature et la santé des écosystèmes avec la protection et l'utilisation durable des ressources naturelles. Ainsi, agir contre la déforestation doit être considéré comme indispensable dans le contexte d'une pandémie, étant donné que la déforestation cause une augmentation du risque de voir émerger des maladies zoonotiques (c'est-à-dire, transmissibles entre les animaux et les humains) (Brancalion et al., 2020). Par conséquent, cette recherche sur les mobilisations contre la déforestation se doit de prendre en compte le contexte posé par la pandémie actuelle.

Il a également été démontré que la pandémie a eu un effet direct sur la déforestation cette dernière année. L'analyse effectuée par Brancalion et al. (2020) montre une claire augmentation de la déforestation tropicale au niveau mondial à la suite de la mise en place des politiques nationales et internationales destinées à minimiser l'impact de la pandémie sur la santé humaine. Cette augmentation est due notamment à la diminution des patrouilles de surveillance qui étaient effectuées par les communautés locales en raison des restrictions imposées dans ce cadre. En effet, la priorité donnée à l'économie et à la santé durant la crise sanitaire s'est imposée au détriment de la protection de l'environnement, créant un effet revers sur la déforestation.

Cette claire interconnexion entre les impacts environnementaux, les risques sanitaires et les populations indigènes met en évidence le rôle crucial de ces dernières dans la lutte contre la déforestation, d'autant que les terres indigènes représentent plus de 20% de la surface de l'Amazonie brésilienne (Le Tourneau, 2016).

Par ailleurs, nous avons fait le choix d'étudier la question des mobilisations en ligne dans une perspective de genre (nous y reviendrons) afin d'analyser comment les représentations des femmes indigènes sont relayées (ou non) via les réseaux sociaux. Ce choix s'est imposé de lui-même alors la thématique de recherche se précisait, guidé d'une part par des intérêts personnels pour les mouvements féministes, et d'autre part par la réalité qui ressortait des articles qui se présentait dès des premières lectures. En effet, bien que cet aspect soit sous-étudié, les femmes sont essentielles aux mouvements de justice environnementale et aux transformations globales. Ces dernières jouent le double rôle

crucial de protectrices de l'environnement ainsi que de défenseuses des droits des communautés, et sont pourtant largement ignorées dans la recherche scientifique. Il est essentiel d'améliorer la compréhension des contributions des femmes aux mouvements environnementaux afin qu'elles puissent être reconnues en tant qu'actrices fondamentales de ces mouvements (Tran, Martínez-Alier, Navas et Mingorria, 2020).

L'approche que nous souhaitons adopter ici pourrait être qualifiée d'écologie politique féministe, selon la définition qu'en donnent Tran, Martínez-Alier, Navas et Mingorria (2020) :

*« Alors que l'écologie politique « classique » reste bien souvent confinée aux espaces coloniaux de la production de connaissances, l'écologie politique féministe vise à rendre visibles les connaissances et les luttes situées souvent négligées, en particulier celles des groupes sociaux marginalisés ou discriminés. L'écologie politique féministe accorde également une grande place à l'intersectionnalité. Le concept d'intersectionnalité fait référence à la façon dont des caractéristiques telles que la classe, la race, le genre, la sexualité, l'âge ou encore éducation interagissent pour créer des expériences et structures complexes et superposées »<sup>1</sup>.*

Cette dimension d'intersectionnalité occupe une place cruciale dans ce travail, qui mêle l'analyse de conflits écologiques à leurs aspects politiques et sociaux, tout en adoptant une perspective de genre.

Bien entendu, il existe non seulement plusieurs types d'environnementalisme, mais il existe également plusieurs types de féminisme, formant plusieurs variantes d'écoféminisme distinctes, mais reliées. Nous y reviendrons dans le chapitre IV de ce travail.

## Contexte environnemental

### Causes et conséquences de la déforestation au Brésil

La déforestation peut être causée par une multitude de facteurs, d'origine anthropique ou naturelle. Premièrement, les feux sauvages sont une cause directe de déforestation, qui peut atteindre des niveaux variables d'intensité en fonction de la gravité de l'incendie. Ces feux sauvages peuvent entraîner une perte de la biodiversité, une forte augmentation des émissions de dioxyde de carbone (auparavant emprisonné par les arbres ayant pris feu), et de graves dommages au niveau économique (Eloy, 2020).

L'objectif de développement durable numéro 15 de l'ONU sur la préservation et la restauration des écosystèmes terrestres inclut la lutte contre la déforestation (ONU – PNUD). Cet objectif vise également à promouvoir une gestion durable des forêts (et de mettre un terme à la déforestation) afin d'atténuer l'impact du changement climatique. Les données actuelles montrent notamment que :

---

<sup>1</sup> Cette citation est traduite par l'auteurice de ce travail, de même que toutes les autres traductions de la suite du document.

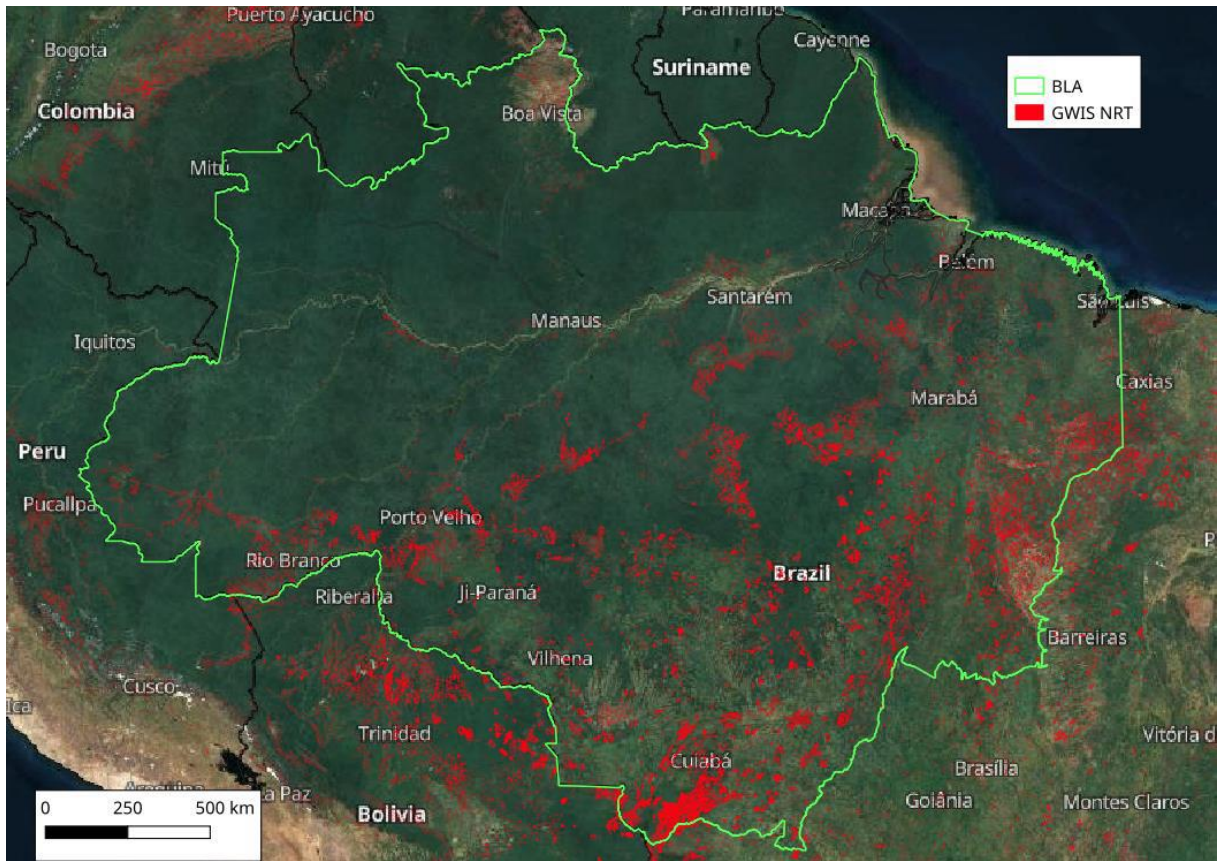
- Environ 1,6 milliard de personnes dans le monde dépendent de la forêt pour vivre
- Les forêts abritent plus de 80% de toutes les espèces terrestres d'animaux, de plantes et d'insectes.

Selon le dernier rapport de la FAO, réalisé en collaboration avec le PNUE, près de 420 millions d'hectares de forêts ont subi un « changement d'utilisation de territoire » (land use change) depuis 1990. En outre, le rapport souligne une diminution du taux de déforestation au cours des trois dernières décennies, bien que malgré un ralentissement de la déforestation cette dernière décennie, « *près de 10 millions d'hectares sont perdus chaque année à des fins agricoles ou autres* » (ONU, 2020).

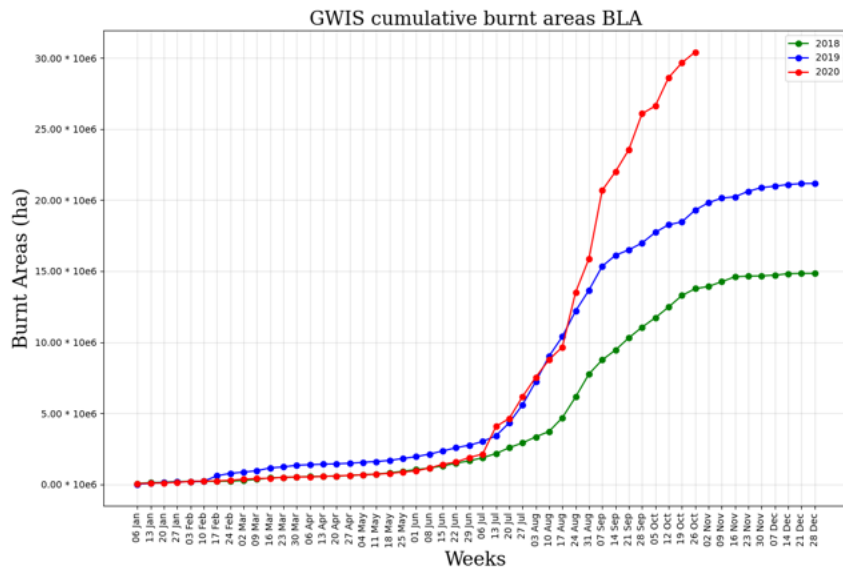
Le Brésil couvre environ 68% de la superficie totale de l'Amazonie (Buclet, 2006), et le contexte de l'Amazonie brésilienne est particulièrement intéressant étant donné l'importante proportion de territoires officiellement attribués aux populations indigènes (plus de 20% du territoire du pays), qui constituent un rempart important contre la dégradation environnementale. L'organisation Greenpeace affirme que « *seulement 2% de la déforestation de la forêt tropicale a lieu à l'intérieur des territoires autochtones* » (Greenpeace, 2019).

En Amazonie brésilienne, la déforestation trouve une origine politique depuis les années 1970, lorsque les politiques publiques ont favorisé le développement du secteur agro-industriel au détriment de la conservation des écosystèmes (Dagicour, 2020). Depuis les années 2000, le gouvernement, supporté par des financements internationaux, avait cependant mis en place des réglementations limitant le déboisement par l'instauration d'aires protégées, contrôle contre le déboisement illégal etc. (Eloy, 2020). Ces mesures, qui avaient permis une diminution du rythme de la déforestation, n'ont cependant pas suffi à freiner une nouvelle augmentation depuis 2012, due à la pression exercée par le lobby de l'agrobusiness. Actuellement, c'est le rôle du gouvernement dans la nouvelle accélération de la déforestation qui est davantage pointé du doigt, présentant l'industrie agroalimentaire comme un secteur prometteur, moderne, durable, et indispensable au développement du pays, et faisant fi des dégâts environnementaux et sociaux de la déforestation.

En Amazonie brésilienne, la déforestation a à nouveau augmenté d'au moins 28% durant les deux dernières années, selon le récent rapport de l'INPE qui identifiait 6 803 départs de feu en 2020 contre 5 318 à la même période de l'année précédente (Martinez, 2020). Les syndromes principaux de la déforestation en Amazonie brésilienne sont les pressions élevées sur les ressources naturelles, les interventions politiques extérieures qui influencent les décisions des acteurs locaux par rapport aux opportunités de marchés notamment, ainsi que les changements dans l'organisation sociale (Scouart et Lambin, 2006 ; Dagicour, 2020). Cette hausse de la déforestation est due, en partie, à l'impulsion du président Jair Bolsonaro, qui avait affirmé vouloir affaiblir les lois de protections environnementales et augmenter le développement de la région amazonienne (Escobar, 2020).



1 (JRC technical report)



2 (JRC technical report)<sup>2</sup>

<sup>2</sup> Les deux graphiques sont extraits du rapport technique du Joint Research Center (JRC), service de la Commission Européenne, et montrent 1/ en rouge les zones brûlées au sein de l'Amazonie légale brésilienne en 2020 et 2/ une analyse hebdomadaire dans la région Amazonienne montrant les tendances concernant l'étendue des zones brûlées en 2020 en comparaison avec les deux années précédentes (JRC, 2020).

Les causes de la récente augmentation de la déforestation au Brésil semblent donc être plus politiques que climatiques. En effet, l'élection de Jair Bolsonaro en 2019, climatosceptique privilégiant la culture intensive et l'exploitation minière des sols plutôt que la préservation du patrimoine écologique, a été un point de bascule indiscutable (Bellal, 2020).

Par ailleurs, le Brésil est l'un des pays les plus meurtris par le nouveau Coronavirus, avec un nombre extrêmement élevé de morts et des pertes de plusieurs millions d'emplois. Cependant, malgré cette gestion très discutable de la crise, le président Bolsonaro « *jouit du taux d'approbation le plus élevé depuis le début de son mandat* » (Martinez, 2020). Dans le contexte sanitaire actuel, les enjeux de protection de l'environnement ont été relégués au dernier plan, le président concentrant prioritairement son attention sur les impacts économiques (plus que sanitaires) du coronavirus. Plus que cela, le gouvernement aurait profité du fait que la presse soit focalisée sur le coronavirus plutôt que sur sa politique environnementale et agricole, pour assouplir davantage les règles relatives à la conservation de la forêt Amazonienne, dans l'optique du profit économique et commercial (Martinez, 2020). Ces mesures ont provoqué la pire année en matière d'incendies dans l'histoire de l'Amazonie, représentant pourtant le territoire abritant « *la plus riche variété de plantes aquatiques au monde et la plus grande concentration d'animaux sauvages d'Amérique du Sud* » (Martinez, 2020).

Ces dernières années, l'Amazonie concentre donc l'attention internationale non seulement à cause de la recrudescence de la déforestation due aux feux de forêts, mais également à cause du rôle que le président Brésilien joue dans cette déforestation. Malgré l'importante médiatisation existant autour de la problématique de la déforestation, les impacts sociaux et environnementaux que subissent les populations indigènes de cette région sont souvent éludés (Eloy, 2020). Ainsi, on a observé une augmentation du nombre de départs de feux en Amazonie brésilienne durant ces 3 dernières années, en comparaison avec les taux des années précédentes. Contrairement à l'hypothèse avancée par le gouvernement, notamment, ce ne sont pas populations indigènes qu'il faut incriminer pour l'usage du feu, puisqu'il est utilisé à des fins de gestion de l'environnement depuis des milliers d'années sans causer de dommages tels que ceux dont nous sommes témoins actuellement, mais bien la déforestation à grande échelle et les incendies de type criminels qui provoquent la propagation des feux au-delà des zones habituelles (Eloy, 2020).

Les conséquences de cette déforestation sont multiples et considérables. Les fortes émissions de gaz à effet de serre et la perte de biodiversité sont plus souvent mises en avant mais il existe aussi des risques réels pour la régulation du climat à l'échelle continentale, dont dépend la production agricole et d'énergie hydraulique, sans parler des répercussions immenses sur la sécurité alimentaire et la vie culturelle des populations vivant au sein de la forêt Amazonienne (Eloy, 2020).

Actuellement, diverses actions publiques et initiatives privées adoptent des approches de plus en plus axées sur le développement durable. Le destin de l'Amazonie « *se joue désormais avec une*

*participation accrue de la puissance publique et des acteurs locaux* » (Droulers et Broggio, 2017), qui investissent le terrain du développement durable en promouvant des projets dans cette région.

## Contexte politique

### Populations indigènes

Au Brésil, le recensement national mené en 2010 par l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), fait état de 505 groupes ethniques différents composant la population indigène. Parallèlement, on compte 505 « terres indigènes démarquées », c'est-à-dire délimitées par l'Etat et dont la gestion est attribuée officiellement aux groupes indigènes qui les possèdent. Ces territoires jouent un rôle crucial dans la protection de l'environnement (Pacheco de Oliveira, 2015).

On dispose de relativement peu de données sur les organisations indigènes au Brésil et, la création de ces organisations étant liée à la situation politique du pays, il convient de les étudier en parallèle avec le contexte historique et politique dans lequel elles naissent et évoluent.

Depuis la fin des années 1990 et le début des années 2000, on assiste à un grand mouvement de reconnaissance de terres indigènes, dont la plus grande partie se trouve en Amazonie, mené notamment par la Fondation Nationale de l'Indien (FUNAI), acteur jouant un rôle très important dans la lutte pour les droits des Indiens au Brésil. Cet organisme gouvernemental a été créé en 1967, succédant au controversé « Serviço de Proteção ao Índio » (SPI) pour cause de corruption et de violation des droits des indigènes plutôt que leur protection. La fonction principale de la FUNAI est la coordination et l'exécution de la politique indigéniste du gouvernement, et sa mission est de protéger les territoires et les droits fondamentaux des indigènes au Brésil (aussi appelés indiens) (FUNAI, site officiel).

D'autres acteurs ont un rôle très important au niveau national par rapport à la représentation des peuples indigènes. L'un de ces acteurs est la Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne (COIAB), fondée le 19 avril 1989, est la plus grande organisation indigène régionale du Brésil. Elle est née de l'initiative des dirigeants des organisations indigènes existantes à l'époque et du processus de lutte politique des peuples indigènes pour la reconnaissance et l'exercice de leurs droits, dans un contexte de transformations sociales et politiques survenues au Brésil après la Constitution fédérale de 1988. La mission de la COIAB est de défendre les droits des peuples autochtones à la terre, à la santé, à l'éducation, à la culture et à la durabilité, en tenant compte de la diversité des peuples et en recherchant leur autonomie par l'articulation politique et le renforcement des organisations autochtones.

Un second acteur qui est apparu comme prépondérant dans le domaine des mobilisations des peuples indigènes est l'Articulation des Peuples Indigènes du Brésil (APIB). Cette organisation, créée en 2005, est une instance de référence pour le mouvement indigène brésilien, et a pour objectif de « renforcer

*l'unité des peuples indigènes et l'articulation entre les différentes régions et organisations indigènes du pays ; unifier la lutte des peuples indigènes, la liste des revendications et des demandes et la politique du mouvement indigène ; et mobiliser les peuples et les organisations indigènes du pays contre les menaces et les attaques contre les droits des indigènes »* (site officiel de l'APIB).

En ce qui concerne les territoires indigènes, ils ont fait l'objet, depuis la colonisation, de beaucoup de convoitise, étant donné que la plupart sont des sources de biodiversité extrêmement riches. Actuellement, elles concentrent toujours des enjeux économiques, politiques et sociaux et, ces dernières décennies, les mobilisations des populations indigènes pour préserver leurs terres et continuer d'y avoir accès se sont multipliées (Pacheco de Oliveira, 2015). Les mouvements indigènes se sont donc développés comme acteurs du changement, menés par des leaders indigènes qui organisent les actions et fournissent les ressources informatives aux membres des mouvements.

Actuellement, la problématique des violences faites aux défenseurs de l'environnement, et plus particulièrement les leaders de mouvements environnementaux indigènes sont sous le feu des projecteurs (Stuenkel, 2021). En plus des discriminations dont sont systématiquement victimes les populations indigènes depuis l'arrivée des Portugais au Brésil, la politique menée par le nouveau président Jair Bolsonaro accentue les violences envers les populations indigènes (Prévost, 2017).

Le « Environmental Justice Atlas », ou EJ Atlas, est un projet qui compile les conflits sociaux liés à des problématiques environnementales dans le monde, cataloguant les histoires de communautés luttant pour la justice environnementale à travers la défense de leurs territoires, air, eau et forêts contre des projets à impacts environnementaux extrêmement dommageables. EJ Atlas fait état de 173 conflits environnementaux officiellement rapportés à ce jour au Brésil. Parmi ces 173 conflits, 59 cas concernent des conflits liés à la déforestation. Une majorité de ces conflits sont liés à des zones d'agriculture ou d'élevage, mais certains se rapportent également à des conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau, et à des zones d'exploitation minière notamment (Temper, del Bene et Martinez-Alier, 2015).

Jair Bolsonaro : médias et politique environnementale

Jair Bolsonaro a été élu en octobre 2018 avec 55% des voix des Brésiliens. On a observé que l'élection de Jair Bolsonaro a été grandement influencée par le biais des réseaux sociaux. Cette réalité témoigne d'un aspect de la relation « controversée » que le président entretient avec les médias. En effet, ce dernier avait sans cesse critiqué et décrédibilisé la presse tout au long de sa campagne, en privilégiant le canal des réseaux sociaux pour faire passer ses messages, de la même manière qu'avait fait Donald Trump (France24, 2018).

L'un des points forts de sa campagne a donc été d'investir massivement les réseaux sociaux et de publier quotidiennement des vidéos, photos et textes sur ses pages Facebook (7,5 millions d'abonnés),



Twitter (1,78 million) ou Instagram (4,8 millions) où il est, et de loin, le candidat le plus suivi (France24, 2018). En communiquant via les réseaux sociaux, Bolsonaro génère un sens de proximité avec ses supporters, ce sur quoi il a beaucoup misé lors de sa campagne en se présentant comme une personne « du peuple » (Garcia, 2019). Cependant, c'est surtout sur l'application de messagerie Whatsapp, réseau social le plus utilisé au Brésil avec 120 millions d'utilisateurs, que le succès de Bolsonaro a été le plus impressionnant. Selon un sondage récent, six électeurs de Jair Bolsonaro sur 10 disent utiliser cette plate-forme comme principale source d'information (de Chalus, 2018).

À cette présence extrêmement forte sur les réseaux sociaux s'ajoute donc l'envoi massif de messages sur l'application de messagerie Whatsapp, tantôt pour dénigrer son adversaire pour les élections et tantôt pour diffuser des informations erronées, souvent sur base de vraies données. En effet, Bolsonaro avait notamment affirmé que son pays était victime d'une campagne de désinformation sur la situation environnementale en Amazonie et dans la région du Pantanal, décrédibilisant ainsi la presse internationale, visant les thématiques environnementales qui touchaient l'opinion internationale (Vivas et Falcão, 2020 ; Toulhoat et Solari, 2020).

Concernant le programme politique de Jair Bolsonaro, il rejette la science du changement climatique et considère la conservation des terres indigènes comme une absurdité, et comme un obstacle au développement de l'agro-industrie, qu'il soutient dans le but du développement économique du Brésil (Meeus, 2019 ; Ferrante et Fearnside, 2019). Il défend le projet que la région amazonienne soit ouverte à l'exploitation minière et hydroélectrique, en assouplissant les règles d'octroi de licences environnementales.

Pour les prochaines élections en 2022, c'est Lula (Luíz Inácio Lula da Silva) qui est le candidat désigné. Dans son discours lors d'une conférence de presse le 10 mars 2021, il s'est présenté comme opposé en tous points au président actuel. Cependant, un thème est resté absent de son discours : celui du changement climatique et de la déforestation et des feux en Amazonie, qui a pourtant été au centre de l'actualité mondiale ces dernières années. Cette omission montre le contraste frappant entre la situation en Europe et aux Etats-Unis, où les préoccupations concernant le changement climatique semblent constituer un problème gagnant de l'ampleur dans l'opinion publique, alors qu'au Brésil, (en Amérique latine plus généralement), les environnementalistes ont du mal à atteindre des hauts niveaux de pouvoir (Stuenkel, 2021). Dans cette partie du monde également, le nombre d'activistes défenseurs de l'environnement tués est plus élevé que dans le reste du monde (Stuenkel, 2021).

Bolsonaro, qui est considéré comme étant à l'origine de l'augmentation de la déforestation ces dernières années en Amazonie brésilienne, a cependant pris certaines mesures pour protéger la forêt amazonienne, sous la pression des gouvernements étrangers et sous peine de subir les conséquences diplomatiques et économiques de son inaction. En effet, il a notamment recréé en 2020 le « Conseil de l'Amazonie » chargé de superviser le développement durable de cette région, il a autorisé le

déploiement de forces armées pour lutter contre les crimes environnementaux dans l'Amazonie (Escobar, 2020). Ces mesures de façade ne font pourtant pas le poids contre les décisions du président qui ne sont pas du tout en faveur de l'environnement.

Après à peine une centaine de jours au pouvoir, Bolsonaro avait déjà considérablement affaibli le ministère de l'environnement (qu'il avait premièrement eu l'intention de supprimer), mis un frein à la démarcation des terres indigènes en privant la FUNAI de sa responsabilité de délimiter les territoires indigènes et ouvert ces dernières à l'exploitation minière, agricole et forestière, entreprit une exploitation accrue de la forêt amazonienne et autorisé des pesticides dangereux en masse. Toutes ces décisions ont causé de graves dommages pour l'environnement (et la santé) et les peuples indigènes (Greenpeace, 2019 ; Garcia, 2019).

Ce sont donc de nombreux acquis, affirmés seulement depuis la démocratisation récente, qui sont remis en question depuis l'élection de Bolsonaro et ce, tant dans le domaine de l'environnement que dans celui de la justice sociale et de la représentation démocratique des citoyens. Les premières personnes touchées par cette nouvelle politique gouvernementale sont en effet les populations les plus vulnérables, c'est-à-dire les plus pauvres et les populations autochtones dont les territoires se voient menacés (Souchaud, 2018).

Mais Bolsonaro a toujours affiché un certain mépris pour les populations indigènes de son pays, affirmant notamment que « *les lois doivent exister pour la majorité. Les minorités doivent s'adapter, sinon elles disparaissent tout simplement* » et déplorant que « *la cavalerie brésilienne n'ait pas été aussi efficace que les Américains, qui ont exterminé les Indiens* » (Meeus, 2019). Le président a affirmé que pas un centimètre de terre ne serait dédié aux populations indigènes et que les terres indigènes ainsi que les aires protégées devraient être ouvertes à l'agriculture et l'exploitation minière (Ferrante et Fearnside, 2019).

La déforestation engendrée par la politique de Bolsonaro et la promotion de l'exploitation hydroélectrique dans des provinces très peuplées de l'Amazonie ont pour conséquence une diminution des précipitations et, consécutivement, l'approvisionnement en eau de ces régions risque d'être affecté, touchant encore une fois directement les populations les plus vulnérables (Ferrante et Fearnside, 2019). Les actions du président nient l'importance des terres indigènes ainsi que des autres zones protégées dans la conservation de la forêt amazonienne, qui fournit pourtant des services écosystémiques indispensables tels que l'approvisionnement en eau dans la région mais également pour d'autres parties du Brésil (Ferrante et Fearnside, 2019).

En ce qui concerne plus spécifiquement les femmes indigènes<sup>3</sup>, elles subissent en fait de nombreuses discriminations, du fait de leur indigénéité et de leur genre, au sein de leur pays mais également dans le cadre des mouvements indigènes où leur participation est parfois compromise (González, 2020). Elles font état, entre autres, de mariages forcés, violences domestiques, viols, limitations de l'accès à la terre, et de limitations de l'organisation et de la participation politiques, (Pensar Contemporâneo, 2017). Ces discriminations desquelles sont victimes les femmes prennent sa source dans la colonisation par les Portugais. Au Brésil en effet, elles n'étaient reconnues ni socialement, ni politiquement jusque dans les années 1980, et n'avaient donc aucune existence administrative (Prévost, 2017).

### Les réseaux sociaux

Au Brésil, la situation quant à l'utilisation des réseaux sociaux est en perpétuelle évolution, étant donné que le nombre d'utilisateurs de médias sociaux augmente chaque année davantage. On prévoit 104,1 millions d'utilisateurs en 2022, alors qu'ils étaient seulement 77,81 millions en 2015 (Statista Research Department, 2018).

En raison de la montée en popularité des réseaux sociaux et de l'utilité qui en est faite, le Brésil constitue un terrain de recherche particulièrement pertinent pour analyser les différentes stratégies de militantisme liant les revendications sur le terrain et sur les médias sociaux.

Comme nous l'avons mentionné dans la section précédente, l'actuel président a fait usage des médias sociaux lors de sa campagne, diffusant notamment des informations erronées destinées à servir sa campagne. À la suite de cette vaste entreprise de désinformation, la Cour suprême brésilienne a pris une décision qui a conduit Twitter et Facebook à bloquer les comptes de 16 partisans de Bolsonaro. L'institution enquête sur des allégations selon lesquelles plusieurs membres de l'entourage de Bolsonaro mènent une campagne sur les réseaux sociaux pour discréditer cette institution judiciaire et en menacer les juges, accentuant encore davantage les tensions (Toulhoat et Solari, 2020).

En plus d'avoir été un facteur décisif de la victoire du président actuel, un rapport de l'Institut Reuters révèle que la proportion d'habitants utilisant l'application de messagerie Whatsapp pour partager des informations sur l'actualité politique ou sociale représente plus de la moitié de la population brésilienne (53%). Ce pourcentage est l'un des plus élevés, et est similaire dans d'autres pays émergents comme l'Inde (52%), alors qu'elle est bien plus faible dans les pays occidentaux. (Berriche, 2019). Ce même rapport souligne également une autre particularité propre au Brésil, représentant un facteur additionnel de la victoire de Jair Bolsonaro, qui est que 58% des utilisateurs de l'application au Brésil déclarent être membre d'un groupe dans lequel ils ne connaissent pas les autres membres. C'est

---

<sup>3</sup> Le terme de « femmes indigènes » est mis au pluriel au même titre que les « populations indigènes » ou « communautés indigènes » dans une tentative de représenter par ce pluriel la pluralité et la diversité des multiples populations indigènes, ainsi que la diversité des groupes de femmes indigènes.

ainsi que des activistes politiques ont pu ajouter des milliers de personnes dans des groupes destinés à propager des messages politiques en œuvrant pour la victoire de Bolsonaro, discréditant ses opposants, et diffusant de fausses informations (Berriche, 2019).

Cependant, il est indispensable de souligner également la difficulté pour les chercheurs étrangers d'infiltrer ces groupes afin de mener des enquêtes sur ces phénomènes sociopolitiques. En effet, malgré le fait que ces groupes soient publics, les numéros étrangers se font systématiquement bannir desdits groupes, et même de l'application Whatsapp (Berriche, 2019), mais nous y reviendrons dans la partie portant sur la méthodologie adoptée pour la réalisation de ce travail.

Il est intéressant d'analyser les diverses stratégies des mouvements indigènes en ligne car leur présence en ligne ces dernières années a fortement augmenté (Emboava Lopes et Egan Sjölander, 2020). De plus, de nouvelles formes d'engagement ont été favorisées par la montée en popularité des réseaux sociaux, supports facilitant l'organisation et la coordination des contestations et de l'action collective (Figeac et al., 2020).

## Chapitre II : Les organisations environnementales

Afin d'analyser la représentation des points de vue locaux dans les médias sociaux par les organisations internationales, il est nécessaire de s'attarder sur les sous-divisions existant parmi les différents niveaux d'acteur.

Nous avons choisi, pour réaliser ce travail, d'effectuer une division initiale entre les organisations environnementales internationales et locales, afin de pouvoir analyser en quoi les points de vue locaux se retrouvaient dans les communications en ligne au niveau international. Vu le grand nombre et la diversité au sein de ces deux catégories, nous avons également opéré des sous-divisions, nécessaires pour améliorer la faisabilité de l'enquête.

Dans ce chapitre, nous effectuerons donc une présentation succincte des principales organisations internationales et locales, ainsi que de celles sur laquelle portera notre analyse. Nous ne nous étendons pas ici sur les critères de sélection de ces différentes organisations, qui sont détaillés dans le chapitre suivant.

### Les organisations environnementales internationales

Parmi certaines institutions internationales les plus actives sur la question de la déforestation de la forêt amazonienne, on peut citer les grands bailleurs d'aide au développement, tels que la Commission européenne ou l'Organisation des Nations Unies et son agence pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) est une agence des Nations Unies spécialisée dans la sécurité alimentaire. Étant donné son objectif d'éradication de la faim dans le monde, la FAO implémente de nombreux projets en collaboration avec les populations plus vulnérables. En effet, des millions de personnes dans le monde dépendent des forêts pour leur sécurité alimentaire et leurs moyens d'existence. Ainsi, la FAO rappelle l'urgence et l'importance de lutter contre la déforestation et la perte de biodiversité en adoptant une gestion durable des forêts dans une approche intégrée qui permette de traiter en même temps les problèmes liés à la déforestation et à la sécurité alimentaire (FAO, 2020).

L'Union européenne est le premier donateur d'aide à l'échelle globale. Pour cette raison, il s'agit d'un acteur majeur sur la scène internationale, et son implication dans les problématiques liées à la déforestation est indispensable à mentionner, en particulier celle de sa Direction Générale des partenariats internationaux (INTPA). Depuis l'élection de sa nouvelle présidente Ursula Von der Leyen en 2019, la Commission européenne a adopté le « Pacte vert pour l'Europe », feuille de route destinée à guider l'Europe vers une croissance économique plus durable dans le but de faire de l'Europe le premier continent « neutre climatiquement » d'ici 2050. Considéré comme ambitieux mais peu réaliste (Laurent, 2020) ce « pacte » comprend un ensemble de mesures et de stratégies à

appliquer pour atteindre cet objectif. Parmi elles, on peut citer la « Stratégie pour la Biodiversité 2030 » qui a notamment pour ambition de protéger 30% de la surface terrestre de l'Union Européenne par divers statuts d'aires protégées. Von der Leyen a affirmé que les priorités de son mandat sont avant tout le changement climatique, la biodiversité, la sécurité alimentaire et la déforestation, qui sont selon elle indissociables (Von der Leyen, 2019). Cette ambition pour l'Europe ne peut être dissociée du rôle que cette dernière joue dans la déforestation dans le monde. En effet, par ses importations, l'Europe a une grande responsabilité dans ses émissions indirectes et la déforestation liée au commerce (Laurent, 2020).

De nombreuses grandes ONG environnementales internationales sont également actives sur le sujet. Comme nous le développons dans le chapitre suivant sur la méthodologie de cette enquête, nous avons séparé les institutions internationales des ONG internationales. C'est sur cette seconde sous-catégorie que portera notre analyse. Dans le cadre de ce travail, nous avons donc choisi les cas de Greenpeace et de WWF. Toutes deux sont très présentes sur les réseaux sociaux et ont également des programmes dédiés à la lutte contre la déforestation, dans une optique de justice climatique (Chartier, 2005).

Remarque : Ces deux ONG internationales ont des « bureaux » nationaux au Brésil. WWF Brésil et Greenpeace Brésil ont donc leurs propres réseaux sociaux indépendants des pages de l'ONG internationale. Nous avons choisi de ne pas faire porter notre analyse sur ces versions nationales des ONG internationales précisément pour garder l'optique du travail d'analyser la représentation des points de vue locaux au niveau international.

### 1) Greenpeace

Greenpeace est une ONG internationale environnementale comprenant un réseau d'organisations Greenpeace nationales et régionales indépendantes agissant pour un futur plus vert et plus juste. Très représentative du monde des ONG internationales du point de vue de son influence sur la scène internationale mais également concernant les contradictions qu'elle doit affronter, Greenpeace « *se trouve souvent à la proue de coalitions d'ONG dans les débats internationaux ayant trait aux forêts tropicales* » (Chartier, 2005).

Ses actions se concentrent sur la préservation et restauration des forêts et des océans, tout en prenant en compte les populations, soutenant diverses populations indigènes, au Brésil notamment, dans leur lutte contre la déforestation et pour la préservation de leurs terres (Greenpeace Brasil, 2020).

L'organe national Greenpeace Brasil est très actif ces dernières années sur la question de la déforestation en Amazonie pour ses aspects environnementaux ainsi que pour les implications sociales de cette déforestation pour les peuples indigènes.

## 2) Fonds mondial pour la nature (WWF)

Le « World Wildlife Fund » ou WWF, est une ONG internationale principalement dédiée à la conservation de la faune sauvage et des espèces en voie d'extinction. Reconnaissant également les relations liant l'environnement et les populations qui en dépendent, le WWF fait du soutien des populations les plus vulnérables aux changements climatiques, souvent les populations indigènes vivant dans les milieux forestiers, l'un de ses domaines d'action. En effet, l'ONG souligne la nécessité de travailler en collaboration avec ces populations, qui sont trop souvent en première ligne des dommages environnementaux, afin de mener à bien les projets de conservation.

WWF Brésil, le bureau national existant depuis 1997, mène des projets en partenariat avec d'autres ONG locales, des universités et des agences gouvernementales. Ces projets portent en priorité sur une conservation qui puisse stimuler la croissance économique de façon durable tout en intégrant les communautés locales, qui doivent en être les ultimes bénéficiaires.

WWF a une forte présence en Amazonie, et mène divers projets dans le but de protéger et restaurer cette forêt, d'apporter des solutions durables à la gestion des écosystèmes et d'améliorer les conditions de vie des populations qui en dépendent (site officiel du WWF).

### Les organisations environnementales locales et organisations de femmes indigènes

Dans la région Amazonienne, le nombre d'organisations indigènes actives sur le terrain était estimé sans certitude entre 200 et 700 organisations en 2010 (Villa da Costa Ferreira, 2010), mais un recensement de l'Instituto Socioambiental (ISA) estime actuellement leur nombre à 1029 organisations indigènes, dont 92 sont des organisations de femmes indigènes, c'est-à-dire près de 9%. Les ONG (au sens plus large d'« organisations privées à but non lucratif » dont le but est de fournir divers services à des groupes sociaux spécifiques afin d'améliorer leurs conditions de vie) se sont multipliées au Brésil à partir des années durant lesquelles le pays était dirigé par un gouvernement autoritaire promouvant des politiques de développement qui ne correspondaient pas aux demandes de la population, et particulièrement après le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en 1992. (Villa da Costa Ferreira, 2010). Les acteurs importants du mouvement indigène et de la défense des droits indigènes au niveau national sont principalement la FUNAI et l'APIB, dont les fonctions ont déjà été explicités précédemment. Bien que ces organismes ne soient pas au centre de notre recherche, leur rôle et leur présence sur les réseaux sociaux analysés sont importants et méritent d'être soulignés.

Depuis le début des années 2000, les ONG amazoniennes se sont de plus en plus organisées *en réseaux*, et en particulier dans le domaine de l'environnement. Ce regroupement d'ONG se réalise dans le but de gagner du poids dans les négociations des politiques dans le domaine, et de créer ainsi des synergies. Parmi les 66 réseaux d'ONG répertoriés par Buclet (2006), on observe des importances

très variées, les réseaux comptant entre 5 et 3500 membres qui, par ailleurs, ne sont pas uniquement des ONG mais également « *associations communautaires, syndicats, associations professionnelles, organisations internationales, institutions publiques (parfois ministères) et individus isolés* » (Buclet, 2006). Ainsi, nous tenterons de rendre compte de cette diversité d'acteurs par le choix des représentants locaux analysés.

Il convient de souligner qu'il existe également une très vaste diversité parmi les populations indigènes en Amazonie. Même entre communautés relativement proches géographiquement, les histoires et les langues parlées sont très différentes (Dutra et Mayorga, 2019). Il convient également de porter attention aux deux marqueurs sociaux auxquels font référence les termes « femmes indigènes », et aux interactions entre les deux. En effet, cette désignation fait à la fois référence à l'appartenance ethnique et au genre. La première, la notion d'indigène, a longtemps été et risque toujours d'être stigmatisante, réduisant l'identité ethnique à l'une ou l'autre caractéristique physique ou spirituelle. Elle renvoie d'une part au mythe du « bon sauvage » qui serait *par nature* un Indien « *pur, naïf, protecteur de la nature, doux* », et d'autre part à l'image de l'Indien « *barbare, cruel, cannibale, paresseux* » dont la nature extrêmement péjorative, « *a été historiquement déclenchée pour traiter avec les autochtones lorsqu'elle est perçue comme un obstacle aux intérêts économiques et de développement* » (Dutra et Mayorga, 2019). Une grande partie de l'auto-identification comme indigène provient également des démarcations territoriales, dans le cadre desquelles les frontières marquent la séparation entre un « eux » et un « nous ». Ce « nous » indigène, bien qu'englobant une multitude de réalités sociales et culturelles bien distinctes, met en évidence un groupe au niveau macro qui se positionne comme soumis à des forces coloniales sociopolitiques et économiques communes de domination, et face auxquelles s'articulent des stratégies d'adaptation communes (Dutra et Mayorga, 2019).

On pourrait appliquer le même raisonnement au cas des femmes indigènes, que l'on peut considérer comme un groupe social marqué par des forces de domination de genre. En effet, ce groupe social souffre de deux fois plus de préjugés et de discriminations qui en découlent : d'une part pour être indigène, et d'autre part pour le fait d'être femmes. Il est donc possible que « *ces dénominateurs communs et ces expériences partagées contribuent à générer des sentiments de solidarité entre les femmes de différents groupes ethniques, qui s'organisent en mouvements politiques et luttent pour la reconnaissance, les droits et la justice sociale* » (Dutra et Mayorga, 2019). On soulignera tout de même que, dans le cadre des mouvements de femmes autochtones, les luttes principales concernent les aspects territoriaux, de même que pour les mouvements de lutte indigènes en général. La lutte des femmes pour la démarcation des terres a donc des objectifs bénéficiant aux femmes comme aux hommes, et les problématiques propres aux femmes s'ajoutent à ces objectifs.

Ainsi, les toutes premières organisations de femmes indigènes brésiliennes ont été créées dans les années 80, et les suivantes sont nées dans le courant des années 90 à 2000, afin de défendre et de



revendiquer leurs droits en matière de genre en plus des anciennes luttes de leurs peuples (Sacchi, 2003). L'institutionnalisation progressive des revendications des femmes indigènes a permis une plus grande participation des leaders sur la scène internationale et, de ce fait, à la consolidation et la coordination de ces organisations (Dutra et Mayorga, 2019).

Nous avons pu avoir un aperçu des différentes organisations de femmes indigènes au Brésil en particulier grâce à deux sources, complétant les organisations et leaders mentionnés dans les articles rencontrés lors de la revue de la littérature. Le premier fournit une liste de 24 organisations de femmes indigènes en Amazonie brésilienne, fondées pour la plupart à partir des années 1990. L'autrice souligne également le rôle important des départements spécifiques aux femmes indigènes les organisations régionales et nationales (Sacchi, 2003). Plus récemment, en 2020, l'Instituto Socioambiental (ISA) a réalisé une carte<sup>4</sup> représentant géographiquement les 85 organisations de femmes indigènes et 7 organisations indigènes possédant un département dédié aux femmes répertoriées, fondées entre 1987 et 2019.

Finalement, notre recherche portera sur 4 activistes et groupes d'activistes indigènes qui se battent pour la conservation de l'environnement et la défense des droits des populations indigènes. Le choix final des représentants des points de vue locaux est présenté dans le tableau suivant :

<b>NOM</b>	<b>DESCRIPTION</b>	<b>LOCALISATION</b>
<b>Movimento das Mulheres do Xingu</b>	Association regroupant les femmes indigènes de la Terre Indigène du Xingu, vocation de défense des droits des femmes indigènes et de la préservation de la forêt	Etat du Mato Grosso
<b>Associação das Guerreiras Indígenas de Rondônia - AGIR</b>	Association de femmes indigènes dédiée à renforcer leur autonomisation afin de favoriser l'autodétermination des peuples autochtones. But de garantir la reconnaissance des droits individuels et collectifs des femmes autochtones et développement durable.	Etat de Rondônia
<b>Sonia Guajajara</b>	Coordinatrice exécutive de l'Association des Peuples Indigènes du Brésil (APIB) et activiste militant pour les droits des indigènes, reconnaissance des territoires et droits des femmes indigènes et la préservation de l'environnement.	Originaire de l'Etat de Maranhão

<sup>4</sup> Carte des organisations de femmes indigènes au Brésil : <https://acervo.socioambiental.org/acervo/mapas-e-cartas-topograficas/brasil/mapa-das-organizacoes-de-mulheres-indigenas-no-brasil>

	Elle est la première femme indigène candidate à la vice-présidence du Brésil, en 2018.	
<b>Telma Taurepang</b>	Activiste militant pour la démarcation des terres indigènes, leader de l'Union des Femmes Indigènes de l'Amazonie brésilienne (UMIAB), et luttant pour la préservation de la forêt amazonienne.	Originaire de l'Etat de Roraima

## Chapitre III : Méthodologie

Dans ce chapitre, nous présenterons les méthodes utilisées pour construire et délimiter la problématique de recherche, constituer notre échantillon, collecter et analyser les données afin de mettre en évidence les relations entre les différents niveaux d'organisations sélectionnés. La dernière section de ce chapitre portera sur les limites identifiées à ce travail.

### Délimitation de la problématique

Au début du travail, notre intérêt se portait sur les mobilisations en ligne concernant la thématique de la déforestation en Amazonie brésilienne. Nous avons également considéré le cas de la région du Cerrado, qui est un écosystème très riche de savane qui subit également de grandes pertes écologiques. Cette région étant moins étendue et concentrant moins d'habitants indigènes, elle reçoit moins d'attention au niveau international, également du fait que ce n'est pas une forêt tropicale (Bastos Lima et Persson, 2020). Bien que la région du Cerrado mérite une plus grande attention, nous avons donc décidé de limiter notre recherche à la forêt Amazonienne, plus peuplée.

L'idée de base était d'analyser à travers les publications de différentes organisations non gouvernementales, gouvernementales, nationales, locales ou internationales de quelle façon les perceptions et mobilisations contre la déforestation étaient relayées ou pas via les réseaux sociaux, et quelles différences pouvaient être observées entre les différents types d'acteurs.

Par la suite, vue la grande quantité d'information disponible sur la thématique assez large de la déforestation en Amazonie brésilienne, la diversité des acteurs impliqués, nous avons cherché à réduire l'amplitude de notre sujet pour focaliser l'analyse sur un aspect en particulier de cette problématique. À la suite de plusieurs entretiens exploratoires avec des chercheurs travaillant sur des sujets liés à ceux qui nous intéressent ici, et également pour poursuivre un intérêt personnel, il est

apparu que traiter cette question sous l'angle du féminisme (ou de l'écoféminisme) pourrait être une approche intéressante, étant donné le récent développement des associations de femmes indigènes au Brésil, et l'intérêt théorique autour du féminisme décolonial et de l'écoféminisme par rapport à la question environnementale de la déforestation.

Les acteurs locaux sélectionnés pour cette recherche sont donc des femmes ou associations de femmes indigènes qui luttent contre la déforestation, pour les droits des femmes indigènes, contre les violences faites aux femmes, pour la démarcation des terres indigènes et pour la préservation de leur environnement plus généralement. Il apparaît intéressant d'analyser si ces luttes sont qualifiées par les activistes de luttes féministes ou écoféministes, pourquoi elles ne le sont pas forcément, et dans quelle mesure elles pourraient l'être.

Une autre caractéristique de cette étude est qu'elle s'est déroulée exclusivement sur les réseaux sociaux (à l'exception de quelques mails échangés et des entretiens exploratoires réalisés). L'utilisation des réseaux sociaux dans le cadre de la gestion environnementale et des ressources naturelles a fait l'objet de relativement peu de recherche en sciences sociales dans le thème environnemental (Mancilla-Garcia, 2015), et il nous paraît donc intéressant de porter notre analyse sur cet aspect moins populaire.

L'étape suivante a donc été de déterminer quels médias sociaux allaient constituer le terrain de cette enquête, qui devait se dérouler en ligne, compte tenu de la pandémie et de la crise sanitaire actuelle, qui ne permettait pas de voyages au Brésil, où la situation est critique. En effet, le contexte mondial lié à la pandémie a également influencé le choix de ce « terrain virtuel ».

### Choix des médias sociaux analysés

Tout d'abord, une clarification terminologique. Dans ce travail, les termes « médias sociaux » et « réseaux sociaux » sont utilisés sans distinction pour se référer à ce que l'on peut également appeler les « réseaux socionumériques » (Mongeau et Saint-Charles, 2014).

Le premier choix méthodologique important a été de déterminer quels réseaux sociaux allaient constituer notre terrain d'enquête. Les réseaux sociaux les plus populaires et les plus utilisés dans le monde sont Facebook, Youtube, Whatsapp et Instagram (Statista Research Department, 2021). Au Brésil, Les réseaux sociaux avec le pourcentage le plus élevé d'utilisateurs sont : Whatsapp avec 66%, Facebook avec 59%, Youtube avec 37%, et Instagram avec 27% (Statistica Research department, 2018).

Sur base de ce constat, nous avons sélectionné les réseaux sociaux Facebook et Instagram. Ces deux réseaux sociaux ont l'avantage de permettre des publications sous de multiples formats, incluant des vidéos, des images, et du texte. Le site Youtube a été exclu en raison de la nature même du réseau, qui

se concentre davantage sur la publication de contenu vidéo plutôt que des textes écrits, plus adaptés à notre analyse. En tête du classement, l'application de messagerie Whatsapp a en revanche été envisagée en début d'enquête en raison de sa forte popularité au Brésil et de l'utilisation politique qui en est faite. Cependant, l'accès aux messages véhiculés par ce média est beaucoup plus compliqué à obtenir, et les différentes tentatives que nous avons entreprises dans le but d'avoir accès à des groupes de discussion n'ont pas abouti. Les raisons de cette difficulté peuvent se trouver dans le fait que les numéros étrangers ne sont parfois pas acceptés dans les groupes locaux de discussion, ou que les informations qui nous ont permis d'obtenir les contacts en question n'étaient pas à jour et que le groupe n'était plus actif. Ainsi, nous avons réalisé la récolte de données uniquement sur Facebook, qui reste tout de même un outil particulièrement utilisé pour organiser les actions et mobilisations des groupes locaux, ainsi que comme plateforme pour la contestation de l'action gouvernementale (Figeac et al., 2020), et qui est le second réseau social le plus utilisé au Brésil, et sur Instagram qui est un réseau relativement récent et parfois plus utilisé que Facebook par certaines organisations lorsque ses membres sont plus jeunes, d'après les observations conduites dans ce travail.

### Choix de l'échantillon

Comme mentionné précédemment, nous avons réalisé une division initiale entre les organisations environnementales internationales et locales, ainsi que des sous-divisions dans chaque catégorie dans le but d'obtenir une analyse plus claire.

#### A) Organisations environnementales internationales

Premièrement, dans la catégorie des organisations internationales, se trouvent d'une part les organisations non gouvernementales internationales, et d'autre part, les institutions européennes et internationales. Nous nous sommes concentrés dans le cadre de ce travail sur deux ONG internationales actives sur la question de la déforestation en Amazonie brésilienne, accordant une importance à la défense des populations locales et les soutenant dans leurs luttes. Ce choix a été fait dans l'optique de limiter l'ambition du travail et de permettre une recherche plus abordable dans le cadre d'un mémoire de fin d'études. L'inclusion d'institutions internationales telles que la Commission européenne, la Banque Mondiale ou encore l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui sont des acteurs extrêmement importants, avait été envisagée au départ de ce travail, mais risquait de représenter une trop grande ambition due au large champ d'action de ces institutions, et l'analyse de leurs médias sociaux risquait de constituer une difficulté supplémentaire en ne ciblant pas assez spécifiquement les thèmes principaux de ce travail. Nous avons préféré restreindre l'analyse aux organisations de type ONG internationales, qui agissent plus spécifiquement sur les questions de la déforestation et des implications sociales de ces problématiques environnementales pour plus de pertinence.

Ainsi, pour réaliser la sélection finale des organisations internationales à analyser dans ce travail, nous avons établi les critères suivants, pour être sélectionnée, l'ONG :

- Doit être connue et jouer un rôle important sur la scène internationale dans le milieu de l'environnement
- Doit être active au Brésil et dans la région de la forêt amazonienne plus spécifiquement
- Doit être active sur la question de la déforestation au Brésil
- Doit avoir comme préoccupation sous-jacente au problème de la déforestation les impacts sur les communautés indigènes
- Doit être active sur les réseaux sociaux sélectionnés

Sur base de ces critères relativement larges, nous avons établi une liste d'une dizaine d'organisations internationales. Étant donné que ces grandes ONG sont très actives sur les réseaux sociaux, analyser toutes les ONG de cette première liste aurait constitué une base de données trop importante dans le cadre de ce travail au vu du nombre de publications par jour comptabilisées entre toutes les ONG. Nous avons donc fait le choix de limiter l'analyse à Greenpeace et au WWF, qui sont deux des plus importantes selon nos critères, avec lesquelles nous avons également eu l'occasion de travailler par le passé lors d'un stage à la DG Partenariats internationaux de la Commission européenne et que nous avons également rencontrées lors de la revue de la littérature (Chartier, 2005). Toutes deux font partie des « Green 10 », une coalition des dix plus grandes organisations environnementales actives au niveau européen et international (Green 10 – site officiel). Ainsi, ce choix est basé sur les critères propres à l'intérêt de cette recherche ainsi que sur des expériences personnelles.

#### B) Organisations environnementales locales

Ensuite, dans la catégorie des groupes locaux, on retrouve plusieurs types d'acteurs. À l'origine, nous avons effectué un tri entre, d'une part, les grandes ONG brésiliennes institutionnelles et, d'autre part, un groupe comprenant les ONG militantes locales, souvent de taille plus réduite (Abers, 2019), et les leaders indigènes.

La première étape pour réaliser notre échantillon de représentants locaux a été d'identifier les organisations citées dans différentes études qui semblaient traiter des questions qui nous intéressaient. Une première sélection a donc été effectuée au long du processus de revue de la littérature, afin d'obtenir un premier groupe d'organisations qui avaient déjà fait l'objet d'études. Très vite, un tri supplémentaire a été réalisé lorsque certaines organisations n'étaient pas (ou trop peu) présentes sur les réseaux sociaux. Une difficulté supplémentaire a été de ne pas avoir accès aux discussions Whatsapp, ce qui avait été un objectif de base étant donné le contexte concernant les réseaux sociaux au Brésil, après plusieurs tentatives n'ayant pas abouti. En effet, certaines associations ne possèdent

pas de réseaux sociaux, par manque de moyens ou par choix, parce qu'une exposition en ligne leur ferait courir le risque de subir des menaces.

À la suite de ce constat et un grand nombre d'acteurs locaux identifiés au niveau national, régional ou local, nous avons réalisé des entretiens exploratoires (via Skype ou par le biais d'échange de mails) avec 5 chercheurs et chercheuses spécialisés sur différentes thématiques en lien avec l'environnement ou la politique au Brésil, afin d'avoir un aperçu des acteurs les plus importants en lien avec le sujet de ce mémoire.

Ensuite, au fur et à mesure que la question de recherche se précisait durant l'enquête, certaines organisations n'étaient plus totalement pertinentes et ont donc été écartées. Le choix se portait donc au début de la recherche sur les organisations locales indigènes, qui avaient un objectif environnemental (affirmé ou non, étant donné que les revendications indigènes qui se définissent comme sociales ou territoriales comprennent bien souvent une dimension environnementale). Par la suite, nous avons voulu adopter une perspective de genre et concentrer notre recherche sur les actions des femmes indigènes plus spécifiquement. Ainsi, les organisations privilégiées ont donc été celles qui abordaient cet aspect en particulier, ou les organisations créées par et pour les femmes indigènes, (bien que les objectifs défendus en plus de ceux liés au genre se révèlent être de nature à bénéficier aux communautés dans leur ensemble, et pas uniquement aux femmes), ou les comptes de femmes leaders indigènes qui militent pour l'environnement, les droits des peuples indigènes et les droits des femmes en particulier.

Les comptes sélectionnés comprennent des ONG locales ainsi que des leaders indigènes, excluant les grandes organisations nationales. Il est toutefois nécessaire de souligner que, bien entendu, une grande diversité d'autres acteurs, que nous n'avons pas inclus dans ce travail, sont également actifs sur ces questions. S'agissant d'un travail de mémoire de fin d'études, notre ambition s'est limitée aux organisations et militantes les plus pertinentes selon les critères définis.

Les critères choisis pour la sélection des représentants des points de vue locaux sont :

- Il s'agit d'une organisation locale ou d'une activiste brésilienne, basée dans l'un des Etats composant la forêt amazonienne, c'est-à-dire : Acre, Amapá, Amazonas, Pará, Rondônia, Roraima, Mato Grosso, Tocantins et Maranhão.
- Les actrices sont actives sur les deux réseaux sociaux sélectionnés, et les publications sont régulières (minimum une fois par mois) afin d'avoir une base de données suffisamment fournie.
- Il s'agit d'une organisation de femmes indigènes ou d'une femme leader indigène.

- Un intérêt environnemental (au sens large) doit être présent dans les publications, et plus spécifiquement autour de la question de la déforestation.

Sur base des actrices identifiées au cours des étapes précédentes, une trentaine de comptes ont été répertoriés sur Instagram ou Facebook, et une grande partie a été exclue d'emblée sur base des critères énoncés (présente uniquement sur l'un des deux réseaux sociaux, pas suffisamment de publications, objectif de l'organisation pas en lien avec la thématique environnementale, etc.). Les comptes consultés, y compris ceux qui ont été exclus à la suite de l'application des critères de recherche, ont également permis d'identifier des comptes similaires, dont nous n'avions pas connaissance auparavant.

Une quinzaine de comptes Facebook et Instagram identifiés à la suite de cet inventaire, nous nous sommes penchés plus en détail sur le contenu et la nature des publications, et nous avons choisi de nous limiter aux 4 organisations et leaders dont les publications et le statut étaient les plus pertinents pour cette enquête. Nous tenons à souligner que parmi les comptes écartés en raison de la nature de leur but principal, la majorité étaient des associations de femmes artisanes, se regroupant pour produire et vendre des produits artisanaux (bijoux, sacs, plats...). Ces associations ont été écartées car elles n'avaient pas un but environnemental affirmé, ou pas assez de contenu sur les réseaux, mais une dimension environnementale était tout de même souvent présente (matériel sur base de ressources naturelles « brutes », importance de la forêt dans l'identité ethnique et l'inspiration artistique et pour la vie en général) et ces groupes avaient également souvent une vocation sous-jacente d'émancipation, d'*empowerment* et de renforcement de la visibilité des femmes indigènes.

Par conséquent, la sélection des actrices pour l'échantillon analysé n'a en aucun cas la vocation d'être exhaustive. Il s'agit plutôt d'une étude des cas les plus pertinents, dans le but de refléter de façon relativement représentative les différents points de vue sur la question traitée.

L'échantillon final des représentantes indigènes est donc constitué des activistes Sonia Guajajara et Telma Taurepang, et des associations « *Associação das Guerreiras Indígenas de Rondônia* » (AGIR) et « *Movimento das Mulheres do Xingu* » (MMX), présentées dans le chapitre précédent.

*Remarque : Sonia Guajajara et Telma Taurepang sont deux femmes leaders indigènes très connues et actives sur les sujets qui nous intéressent, et qui ont une forte présence sur les réseaux sociaux (davantage que d'autres leaders identifiés au cours de la recherche), et elles sont respectivement à la tête des organisations APIB (association des peuples indigènes brésiliens) et UMIAB (union des femmes indigènes de l'Amazonie brésilienne). Nous avons choisi d'analyser le contenu sur les réseaux sociaux de ces femmes plutôt que des organisations qu'elles dirigent afin de nous trouver au niveau « le plus local possible », dans le but de pouvoir opérer une comparaison plus contrastée et plus productive avec les organisations internationales, tout en reconnaissant leur rôle dans ces associations, qui sont toutes deux des actrices très importantes à l'échelle régionale, et dont la*

*représentativité a, selon certains chercheurs, augmenté ces dernières années (Dutra et Mayorga, 2019).*

## Méthodes de collecte des données

La méthode de collecte des données à proprement parler s'est réalisée sur les deux réseaux sociaux sélectionnés (Instagram et Facebook). Nous avons extrait entre 30 et 50 publications par profil sélectionné, en fonction de la quantité et de la fréquence de ces publications selon le profil, et selon la pertinence des thèmes abordés.

La première étape a donc été de définir les thèmes initiaux qui allaient orienter la collecte des données. Les informations ayant guidé la construction de ces thèmes préliminaires concernent le contexte politique et environnemental du Brésil, ainsi que les thèmes intéressants provenant du cadre de notre questionnement théorique (présentés dans le chapitre suivant). Ainsi, les thèmes que nous avons utilisés pour guider la sélection des publications qui allaient constituer notre base de données sont les suivants<sup>5</sup> :

- Forêt
- Déforestation
- Femmes indigènes
- Territoire indigène
- Environnement
- Militantisme
- Bolsonaro
- Colonialisme/Décolonialisme
- Féminisme

Une fois ces thèmes établis, nous avons procédé au « prélèvement » des publications associées à ces thèmes pour constituer la base de données. Concrètement, la méthode utilisée a été de réaliser des captures d'écran des publications sélectionnées, que nous avons placées dans un document au format Word organisé par profils, avant de procéder à l'analyse thématique. La base de données initiale était donc constituée d'environ 150 publications au total.

Une grande partie de la recherche a également été la collecte de données théoriques via une revue de la littérature. Ce travail a permis de mieux orienter les recherches, vers les acteurs les plus pertinents, et sur les thématiques plus intéressantes à traiter selon le contexte au Brésil, tout comme les entretiens exploratoires réalisés avec plusieurs chercheurs.

---

<sup>5</sup> Pour la collecte de données sur les pages Facebook et Instagram de Greenpeace et WWF, après avoir passé en revue l'ensemble des publications sur l'année 2021 et vu le grand nombre de publications sur des thèmes qui ne rentraient pas dans le cadre de cette recherche, un filtre a été appliqué afin de se limiter aux publications parlant du Brésil et/ou de l'Amazonie.



## Méthode d'analyse des données

Pour ce travail, nous avons premièrement envisagé d'effectuer une analyse de discours (Hajer Versteeg, 2005) mais, l'objectif du travail s'est révélé plus compatible avec une analyse thématique des publications faites par les différents acteurs sur les réseaux sociaux, et la représentation des points de vue locaux via les réseaux sociaux de grandes ONG environnementales internationales (Van Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017). La méthode de l'analyse thématique consiste « à *procéder systématiquement au repérage, au regroupement et, subsidiairement, à l'examen discursif des thèmes abordés dans un corpus* » (Paillé et Mucchielli, 2012). Cette méthode permet ensuite d'analyser les liens éventuels existant entre les différents thèmes abordés par les interlocuteurs.

Nous nous sommes donc réorientés vers une analyse thématique de contenu, méthode qui, rappelons-le, n'a pas vocation à être représentative au niveau statistique (Mancilla-García 2015). En effet, certaines études ont une portée plus généralisatrice que d'autres en raison d'un volume de la base de données plus important. L'étude de Figeac et al. (2020), par exemple, fait état de l'analyse de plus de 500 pages militantes sur Facebook, et leur analyse thématique leur a permis d'établir une catégorisation selon les objets des mobilisations. Dans cette étude, les thématiques les moins représentées dans le milieu activiste sur Facebook étaient celles de l'environnement et du féminisme (représentant moins de 5% du contenu analysé au total). Ainsi, comme le requiert une recherche de mémoire de fin d'études, nous n'analyserons pas un nombre aussi important d'acteurs différents, mais restreindrons l'analyse aux thèmes construits, et à 6 profils et un total d'environ 200 publications.

La méthode suivie dans ce travail est donc l'analyse thématique du contenu des publications sur les réseaux sociaux. Après l'identification des acteurs qui allaient être analysés dans ce travail, la question s'est vite posée de savoir à quel point remonter dans le temps pour sélectionner les publications. Nous avons donc choisi de nous limiter aux publications faites depuis 2018, année précédant l'élection de Jair Bolsonaro, afin de garder une certaine cohérence par rapport au contexte actuel découlant de son élection.

Cette limite établie, il s'agissait de construire les thèmes et sous-thèmes destinés à structurer notre analyse. En effet, « *Il s'agit, en somme, à l'aide des thèmes, de répondre petit à petit à la question générique type, rencontrée dans divers projets d'analyse : Qu'y a-t-il de fondamental dans ce propos, dans ce texte, de quoi y traite-t-on ? Il n'est pas toujours nécessaire ni utile de procéder à des analyses en profondeur face à un matériau de recherche, et très souvent, ce type de question suffit comme approche du matériau.* » (Paillé et Mucchielli, 2012). Ainsi, les thèmes préliminaires qui avaient été établis pour construire la base de données ont été temporairement mis de côté, dans une optique de maintenir la recherche la plus inductive possible et de faire ressortir les thèmes directement des publications sélectionnées. Cette technique permet de laisser une plus grande liberté de

modification par rapport aux thèmes établis à l'avance et, ainsi, de les modifier, d'en rajouter et d'en supprimer plus librement (Van Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017).

Nous avons donc procédé à la relecture attentive de toutes les publications sélectionnées, en annotant les thèmes principaux rencontrés dans chacune des publications des différents acteurs. À la suite de la première relecture, certains thèmes similaires ont été regroupés pour former un groupe comprenant plusieurs sous-thèmes. Par exemple, le thème initial « Ressources naturelles » a été complété par les sous-thèmes « forêt », « déforestation », et « exploitation illégale ». Ainsi, certains thèmes ont disparu, absorbés par d'autres thèmes plus pertinents, ou tout simplement absents (ou presque) des données, d'autres se sont rajoutés car il est apparu que beaucoup de publications y étaient assimilées comme, par exemple le thème « artisanat ».

Par la suite, une fois la liste de thèmes et sous-thème établie et consolidée par suffisamment de relectures des données, nous avons entrepris de mettre en évidence les liens entre les différents thèmes. Certains liens étaient évidents, même au commencement de l'analyse, mais d'autres sont apparus avec plus de clarté lors cette étape. Cette étape finale est essentielle à la production d'une analyse riche et pertinente. Les résultats de cette analyse seront présentés dans le sixième chapitre.

L'avantage d'inclure dans notre base de données des publications de formats variés est notamment de rajouter une dimension à la comparaison entre les deux niveaux d'acteurs, portant précisément sur la nature même des publications. En effet, le traitement des données peut être hybride, et l'analyse thématique peut être complétée par d'autres formes d'analyse, apportant des dimensions supplémentaires utiles à l'analyse (Van Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017).

Il faut souligner qu'un travail portant sur la réalité indigène à partir d'un point de vue externe se doit de prêter attention aux biais dus à cette position extérieure à la réalité analysée, en l'occurrence un point de vue occidental, afin de limiter au maximum les manifestations de l'ethnocentrisme et des structures coloniales. « *Une réflexion critique sur la question de savoir à partir de quel endroit poser des questions sur la réalité indigène et poser ces questions d'une manière qui soit attentive aux reproductions ethnocentriques et aux logiques coloniales, devrait être une préoccupation permanente dans le processus de recherche* » (Dutra et Mayorga, 2019). Étant donné la nature du « terrain » de cette recherche, ce travail ne prétend pas adopter un « point de vue d'en bas » tel que le décrivent Dutra et Mayorga (2019), mais se concentre sur la présentation la plus juste possible des différents points de vue, tout en en tirant une analyse thématique basée sur des thèmes créés de manière déductive, non pas en amont de la collecte de données mais une fois celle-ci effectuée.

## Limites de l'étude

Parmi les limites à ce travail, certaines étaient prévues d'emblée, et d'autres nous sont apparues au cours de la réalisation de l'enquête.

Les premières incluent la non-représentativité propre à l'étude qualitative (Van Campenhoudt, Marquet et Quivy, 2017). En effet, l'échantillon de 6 profils analysés ne prétend en aucun cas atteindre une représentativité quelconque, que ce soit au niveau des ONG internationales ou au niveau des représentants locaux. Par cet échantillonnage limité, nous avons cherché à inclure différents types d'acteurs ayant des points de vue et une taille très variables, en maintenant leur nombre suffisamment restreint que pour fournir une analyse assez détaillée du contenu des publications. Cette limite pourrait être partiellement contournée par une analyse thématique de plus grande ampleur, avec un traitement statistique des données permettant le traitement d'une plus grande quantité d'informations et donc, l'inclusion d'un plus grand nombre de profils afin d'atteindre une meilleure représentativité. Ce type d'analyse pourrait être réalisée avec le logiciel NVivo, permettant de réaliser un codage et un classement par catégorie de manière plus aisée, et de mettre en évidence les liens entre plusieurs catégories (Castleberry et Nolen, 2018).

Une seconde limite qui avait été prévue, mais que nous n'avons pas pu éviter, est le fait que notre enquête ne porte pas sur l'application de messagerie Whatsapp. L'inclusion de ce média avait été pensée avant de commencer le travail de récolte des données, mais Whatsapp a très vite été exclu de la recherche, étant donné l'impossibilité pour nous d'accéder aux groupes de discussions des militantes, n'ayant aucun contact dans ces groupes. Nous avons tenté de contourner cette limite en contactant plusieurs chercheurs et militants brésiliens, dans l'espoir qu'eux aient accès à l'un ou l'autre groupe, mais sans succès. La solution serait de rentrer en contact avec davantage d'acteurs de la scène militante socio-environnementale brésilienne, afin de se faire « inviter » dans les groupes en question. Les informations tirées d'une enquête sur Whatsapp pourraient constituer des apports intéressants et compléter cette étude.

En ce qui concerne certaines limites apparues au long de la réalisation du travail, nous pouvons citer tout d'abord la difficulté relativement importante d'identifier les organisations locales qui nous intéressaient. Répertoire les organisations indigènes locales, de taille assez réduite, constituait déjà une difficulté en soi, et l'orientation de la recherche vers les organisations de femmes indigènes a encore compliqué le travail, étant donné que ces organisations bénéficient d'une visibilité moindre, et que la plupart ne sont pas présentes sur les réseaux sociaux. Il était tout aussi compliqué de déterminer si les acteurs identifiés étaient des acteurs importants au niveau des mouvements de femmes indigènes. Par conséquent, les représentants locaux sur lesquels le choix final s'est porté ont été identifiés relativement tard dans la recherche, étant donné que nous avons tenté de nous assurer que ces acteurs

constituaient des acteurs importants, dans le but de pouvoir appliquer tout de même les résultats à un plus grand nombre.

## Chapitre IV : Problématique

La situation environnementale actuelle au Brésil est très préoccupante, et plus précisément celle de la déforestation de l'Amazonie. Cette déforestation est due d'une part à des abattages en vue de convertir des zones forestières en zones destinées à l'agriculture, et d'autre part à des incendies devenus incontrôlables en raison de la sécheresse résultant du réchauffement climatique (Bellal, 2020).

Les mouvements indigènes prennent également de l'ampleur au Brésil, notamment autour de la défense et revendication des droits territoriaux et accès à la terre, ce qui implique bien souvent une implication dans la lutte contre la déforestation. En parallèle, les femmes indigènes ont récemment mené plusieurs initiatives alliant la lutte environnementale à la lutte pour l'égalité des genres (Villa da Costa Ferreira, 2010 ; Dutra et Mayorga, 2019 ; Loures et Sax, 2020).

L'Amazonie brésilienne se trouve au cœur de l'attention internationale depuis plusieurs dizaines d'années en raison de la déforestation, et ces dernières années encore plus fortement à cause des feux de forêts incontrôlables qui ont dévasté une énorme partie de la forêt. Dans ce contexte, de nombreuses ONG environnementales internationales se sont mobilisées sur la question, mais leur prise en compte des populations locales, de leurs aspirations et revendications a parfois été critiquée. Ces critiques visent d'une part la prise en compte uniquement de la protection de l'environnement au détriment des populations locales et, d'autre part, l'exclusion desdites populations dans la prise de décision concernant les projets ayant lieu sur les terres où elles habitent, système qui bénéficie donc en priorité aux ONG internationales qui reçoivent les fonds destinés à traiter ce problème de la déforestation (Blanc et Sampaio Carneiro, 2018).

Différents acteurs sont donc impliqués à divers niveaux dans la lutte contre la déforestation. L'enjeu est de comprendre les interactions entre les organisations de femmes indigènes locales et les ONG environnementales internationales relayant des informations concernant la déforestation sur les médias sociaux.

Les médias sociaux jouent un rôle prépondérant dans la diffusion des informations au Brésil, où leur utilisation ne fait qu'augmenter ces dernières années. Ce terrain est donc pertinent pour analyser, à travers les informations postées sur les médias sociaux des organisations sélectionnées, les informations publiées par les acteurs locaux à propos de la situation en Amazonie, et de quelle manière ces points de vue sont relayés (ou non) par les ONG internationales.

## Question de recherche et hypothèse

Dans le contexte exposé dans le chapitre précédent, ce travail s'articule autour de la question de recherche et de l'hypothèse suivantes :

### **Question de recherche :**

*« Dans quelle mesure les ONG environnementales internationales relaient-elles les points de vue des femmes activistes indigènes concernant la problématique de la déforestation en Amazonie brésilienne ? Une analyse des médias sociaux. »*

Pour répondre à cette question, nous soumettons l'hypothèse suivante :

### **Hypothèse :**

*« Les représentations partagées par les organisations de femmes indigènes ne se retrouvent pas fidèlement transmises par les ONG environnementales internationales »*

Cette hypothèse se base sur le fait que les luttes principales que mènent les organisations locales indigènes et les femmes activistes indigènes concernent justement la question de leur visibilité sur la scène internationale, leur représentativité au sein des grandes instances environnementales (entre autres), et la sensibilisation de l'opinion publique, que ce soit nationale ou internationale, aux discriminations dont sont victimes les populations indigènes. Ainsi, nous avons formulé cette hypothèse de façon négative, et la suite du travail permettra de déterminer dans quelle mesure elle se vérifie, ou non.

## Cadre scientifique d'analyse

### Les médias sociaux et mobilisations en ligne

Les médias sociaux jouent un rôle de plus en plus important dans nos interactions quotidiennes, et gagnent donc également de l'ampleur en tant qu'objet d'analyse en sciences sociales (Mancilla-García, 2015). Ils possèdent un potentiel intéressant pour mettre en relief les discours d'acteurs de différents niveaux, en raison notamment de leur grande accessibilité et de la prépondérance de formes de communication visuelles, interactives et courtes. L'article de Mancilla-García (2015) pose la question de savoir si les réseaux sociaux bénéficient aux discours dominants ou alternatifs. Cet article montre que, malgré ce potentiel pour servir les discours alternatifs, les médias sociaux offrent également aux discours dominants de nombreux outils leur permettant de se consolider. Il nous paraît intéressant d'analyser les différents types d'acteurs présents sur les réseaux sociaux afin de mettre en évidence les

similitudes et points de divergence entre les acteurs locaux et les organisations internationales sur la question de la déforestation en Amazonie brésilienne.

Il apparaît également que la recherche sur l'utilisation des réseaux sociaux pour traiter de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles a été relativement limitée, et il est donc intéressant d'analyser sur ce « terrain virtuel » quelles sont les représentations de la déforestation véhiculées par ces médias, au niveau international et local.

Certains chercheurs se sont penchés plus précisément sur l'utilisation du réseau social Facebook à des fins militantes (Figeac et al., 2020), et ont trouvé que cette plateforme servait principalement deux fonctions dans la lutte militante. D'une part, il s'agit d'un canal de communication servant à l'organisation et à la coordination des actions et des mobilisations et, d'autre part, il s'agit d'un support pour toutes formes de contestations de la politique gouvernementale. En effet, une grande activité a été observée en dehors des périodes électorales, moments pendant lesquels ils servent à « *renouveler les modes d'expression contestataires lors de mouvements sociaux et de luttes sociales* » (Figeac et al., 2020). Ainsi, après les révoltes de 2013 suivant une augmentation des taxes, et l'opération Lava Jato sur la corruption qui débutait en 2014, les mobilisations des mouvements de gauche ont été moins fréquentes, mais ont tout de même continué, sur d'autres thématiques (notamment la démarcation des terres indigènes et les luttes contre les violences de genre). Les réseaux sociaux ont joué un rôle de plus en plus important dans l'organisation et la coordination de ces mouvements, notamment dans le but de contourner la presse et la façon biaisée qu'elle avait de présenter certains événements. Cette étude se base également sur le concept de « répertoires d'action des réseaux numérique, qui renvoie aux *routines et aux pratiques qui étaient transmises et véhiculées entre militant•es* ». Cette notion nous paraît pertinente pour structurer l'analyse des différents acteurs sélectionnés sur les réseaux sociaux, et les principaux points de vue transmis à travers les messages postés.

Les médias sociaux sont donc des outils de communication politique accessibles à tous et permettant de contourner les médias traditionnels. Ils ont également été présentés comme un facteur de renforcement des identités communautaires et facilitant les différentes formes de participation (Rojas et Puig-i-Abril, 2009), constituant un espace d'expression et de diffusion des discours pour les organisations internationales mais également pour les populations indigènes (Mancilla-García 2015).

### La déforestation et les conflits de répartition

La thématique sous-jacente de tout ce travail est la déforestation. Afin de comprendre quelles situations sont concernées par la déforestation, il convient de définir premièrement les forêts elles-mêmes, et ensuite le phénomène de déforestation.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) définit une forêt comme un territoire s'étendant sur plus de 0.5 hectares et contenant des arbres atteignant plus de 5 mètres, avec une canopée recouvrant plus de 10% du territoire en question. (European Commission – JRC, 2020).

Pour parler de « déforestation », il faut que l'on observe un « changement d'utilisation des sols » (land use change) sur un territoire répondant à la définition de forêt, vers une utilisation des sols non forestière, c'est-à-dire une utilisation pour l'agriculture ou l'élevage, ou pour l'exploitation minière, etc.

Triplet (2020) propose une définition similaire, et la complète en ajoutant quelques-unes des conséquences principales : « *[La déforestation] est la cause d'un rejet massif de CO2 dans l'atmosphère tout en réduisant la capacité de la nature à l'absorber et augmente les risques d'érosion des sols. (...) La destruction de la forêt serait responsable de 18 à 20 % des émissions de gaz à effet de serre. C'est un des éléments importants qui causent le réchauffement climatique* ». Selon cette recherche, en Amazonie, la plus grande cause de la déforestation est l'expansion agricole, c'est-à-dire principalement la transformation de la forêt en zones de culture pour le soja.

La déforestation fait partie des problématiques comprises comme des « conflits de répartition » ou « de distribution » des ressources écologiques. Selon la définition de Joan Martínez-Alier (1997), la distribution écologique « *fait référence aux inégalités ou asymétries sociales, spatiales et temporelles dans l'utilisation par l'homme des ressources et des services environnementaux, qu'ils soient ou non commercialisés, en ce qui concerne l'épuisement des ressources naturelles (la perte de biodiversité incluse) et les conséquences de la pollution* ». Ainsi, la déforestation touche directement à la problématique de l'inégalité d'accès aux ressources, qui affecte les communautés indigènes plus directement, ce qui nous intéresse précisément dans le cadre de ce travail. En effet, au Brésil, des écosystèmes à haute valeur écologique tels que l'Amazonie ou le Cerrado ont subi nombre de transformations de leur paysage dus à la cultivation en monocultures ou à l'élevage. Ces transformations ont en effet des impacts sociaux, en plus des impacts écologiques évidents, sur les moyens de subsistance, les droits à la terre et la sécurité alimentaire des populations locales (Bastos Lima et Persson, 2020).

La déforestation a donc un impact très fort sur et direct non seulement au niveau environnemental mais également au niveau des inégalités sociales, et plus particulièrement pour les populations indigènes. (Russo Lopes, Bastos Lima, dos Reis, 2021).

### L'environnementalisme

Ces dernières décennies ont vu une grande prise d'ampleur de ce que l'on peut appeler « l'environnementalisme ». Ce concept regroupe les actions entreprises ou les préoccupations



exprimées à propos de l'état de l'environnement relativement à l'influence des actions humaines (Martínez-Alier, 1997). Le tournant qui marquerait la croissance des mouvements environnementalistes serait dû à une prise de conscience de la part de la population de l'importance des bénéfices dérivés des ressources naturelles au moment de leur raréfaction. Cependant, cette théorie ne rend compte que d'une seule forme d'environnementalisme, qui serait celui des populations occidentales, qui ne sont pas nécessairement en contact direct avec les ressources naturelles dont elles dépendent pourtant. En effet, on trouve facilement les preuves d'un fort intérêt pour l'environnement dans les pays « du Sud », plus pauvres. On pourrait donc parler d'un « environnementalisme des pauvres », qui se manifeste non seulement dans l'opinion publique mais également à travers de nombreux conflits sociaux, souvent liés à l'accès ou la gestion des ressources naturelles. Certains de ces conflits sont qualifiés de conflits environnementaux par les protagonistes eux-mêmes, mais certains le sont seulement par les observateurs externes (Martínez-Alier, 1997).

La question se pose donc de pouvoir qualifier « d'environnementalistes » les activistes indigènes dans les pays « du Sud » qui mènent, par exemple, des luttes pour leur survie en s'opposant à des constructions de barrages, à l'exploitation minière de leurs territoires, à la pollution engendrée par des usines, ou encore à la destruction d'habitats naturels par l'industrie de la pêche. Bien souvent, ces populations ne se qualifient pas d'environnementalistes (ou du moins il y a une vingtaine d'années). Ces luttes pour la défense des moyens de subsistance et l'accès aux ressources naturelles font donc partie de ce que Martínez-Alier nomme « l'environnementalisme des pauvres ». Il s'agit de revendications qui ne sont pas considérées comme ayant un objectif environnementaliste par les instigateurs, mais résultent en une lutte environnementale. C'est parfois le cas des luttes environnementales menées par des populations indigènes, en Amazonie brésilienne notamment.

Selon Larrère (2012), il y a également une distinction à faire entre l'environnementalisme dominant et l'environnementalisme des minorités. Le premier est généralement tourné principalement vers la protection des espaces naturels, et est souvent porté par les populations dominantes, c'est-à-dire blanches, occidentales, ou les classes sociales les plus favorisées des pays non-occidentaux. La conception de la nature renvoie à quelque chose d'extérieur aux humains, et elle appelle à une conservation en l'état, selon la logique des Parcs Nationaux, par exemple. Le second est caractéristique des populations vulnérables et des minorités culturelles, parmi lesquelles les femmes seraient les plus mobilisées. Ce type d'environnementalisme se préoccupe davantage des victimes des dégâts environnementaux, et considère la nature comme une communauté dont nous, humains, faisons partie, et dont nous dépendons autant qu'elle ne dépend de nous. (Larrère, 2012). Cette nuance entre l'environnementalisme dominant et celui des minorités nous intéresse également dans le cadre de ce travail, où nous pouvons assimiler l'environnementalisme dominant aux grandes ONG environnementales internationales, et l'environnementalisme des minorités aux mouvements des femmes indigènes brésiliennes.

L'activisme environnemental des femmes constitue l'une des variétés de cet « environnementalisme des pauvres ». Cependant, les logiques et motivations d'action des femmes environmentalistes apparaissent comme dépendantes de facteurs différents que ceux de l'environnementalisme des pauvres, et plus liés à leur situation sociale (Tran, Martínez-Alier, Navas et Mingorria, 2020). Par exemple, une forme d'environnementalisme chez les femmes peut être motivée par la responsabilité sociale de fournir de la nourriture à sa famille, tâche dépendant de la préservation de l'écosystème dans lequel vivent les femmes concernées, ainsi que de l'accès à ses ressources (Gournay, 2019).

Ce travail analyse donc une combinaison de « l'environnementalisme dominant » de Larrère (2012), de « l'environnementalisme indigène » (correspondant à l'utilisation des droits territoriaux et de la résistance ethnique pour lutter contre l'exploitation externe des ressources), de « l'écoféminisme » ou « féminisme environnemental » (correspondant à l'activisme environnemental des femmes, motivées par leur situation sociale), et de « l'environnementalisme des pauvres » (correspondant à des conflits sociaux avec un contenu écologique des pauvres contre les riches, principalement dans des contextes ruraux) (Martínez-Alier, 1997).

## Genre et environnement

### 1) Luites environnementales des femmes indigènes

Le lien entre genre et environnement est fondamental dans le contexte du changement climatique, et de façon encore plus frappante dans les pays « du sud », où les femmes dépendent très directement des ressources naturelles pour leur subsistance et celle de leur famille, de laquelle elles sont souvent responsables (Gournay, 2019). Les femmes ne sont donc pas seulement les plus vulnérables face au changement climatique, mais se constituent aussi souvent en meneuses de la lutte environnementale. Elles doivent être reconnues comme actrices de changement en matière environnementale (Gournay, 2019).

La région amazonienne est un lieu de choix pour traiter la question de la crise environnementale, des luttes féministes, et de la décolonisation. En plus d'être l'un des espaces où les problèmes environnementaux se matérialisent de manière très concrète (déforestation, entre autres), les mouvements indigènes ont gagné en visibilité sur la scène internationale à travers leurs revendications territoriales et luttes pour la préservation de l'environnement (González, 2020).

En Amazonie, une certaine ambivalence existe quant à la place des femmes. D'un côté, les femmes occupent une grande place dans les activités productives, et sont également considérées comme les gardiennes des savoirs sur la biodiversité, jouant également un rôle central dans la production de savoir dit « traditionnel », qui comprend notamment la connaissance des plantes médicinales et des produits agroforestiers, et également les secteurs de la production d'artisanat et artistique (Simonian, 2013). D'un autre côté, comme mentionné précédemment, elles souffrent d'une double

discrimination : liée à leur origine ethnique et liée à leur genre. Par conséquent, les femmes indigènes luttent pour le respect de leurs droits et ceux de leurs communautés, investissent dans la production, et sont de plus en plus nombreuses à prendre en compte la dimension de durabilité dans leurs actions quotidiennes (Simonian, 2013). Au Brésil, les femmes, comme la nature, sont sous-évaluées et surexploitées au sein d'une société fortement patriarcale. Le poids des femmes dans les prises de décision, notamment à propos de projets de développement qui les touchent pourtant directement, reste très limité. Le développement de l'écoféminisme au Brésil est dû en grande partie à la lutte des femmes pour l'accès à l'eau. Malgré le fait que le Brésil soit considéré comme l'un des pays les plus progressistes en matière de gestion des eaux, avec des représentants de la société civile participant aux prises de décisions au sein de comités régionaux, les femmes continuent de manquer de ressources et de pouvoir, alors qu'elles-mêmes sont les plus affectées par les inégalités structurelles (Dellios, Bhattacharyya, & Minarova-Banjac, 2019).

Dans cette région, les femmes ont également une très grande proximité à la fois pratique et spirituelle avec la forêt. Cette proximité s'explique notamment par le fait que ce sont elles qui s'occupent, entre autres, de préparer le sol, de cultiver la terre et d'en récolter les fruits. Cela constitue l'un des facteurs justifiant l'implication des femmes dans la lutte contre la déforestation, et des femmes indigènes en particulier (Simonian, 2013).

Un article récent sur un groupe de femmes indigènes se faisant appeler les *Guerrières de l'Amazonie* montre que les luttes pour l'égalité des genres et pour la protection de l'environnement sont intimement liées (Loures et Sax, 2020). En effet, ces femmes indigènes Guajajara ont mis en place diverses stratégies, telles que la mise en place de patrouilles forestières et l'utilisation de satellites, qui ont eu pour effet de faire passer la déforestation de 2000 à seulement 63 hectares dans leurs terres indigènes en deux ans. Cet exemple prouve qu'une plus grande implication des femmes dans les actions de conservation environnementales est bénéfique à la lutte contre la déforestation (Loures et Sax, 2020). Le groupe des Guerrières de la forêt est donc en quelque sorte l'incarnation de la rencontre entre la lutte pour l'égalité des genres et la lutte pour la conservation environnementale.

Comme nous l'avons montré, les femmes indigènes subissent davantage de discriminations que les hommes de leurs communautés, et particulièrement les femmes impliquées dans la lutte environnementale. L'article de Tran, Martínez-Alier, Navas et Mingorria (2020) sur les violences envers les défenseuses de l'environnement fait état d'une situation particulièrement grave pour les femmes dans les mouvements de défense de l'environnement et ce, alors que l'on sait que ce sont en majorité des femmes qui se trouvent en première ligne des « conflits de distribution écologiques » (Martínez-Alier, 1997). En effet, bien que la diversité des femmes défenseuses de l'environnement soit indéniable, elles seraient, selon cette étude, confrontées à des « schémas de violence quasi universels qui menacent leur survie » (Tran, Martínez-Alier, Navas et Mingorria, 2020). Les auteurs invitent à

prendre conscience que les femmes ne sont pas uniquement les victimes de ces dynamiques mais bien des sujets politiques capables de s'adapter et de résister aux aspects négatifs des pratiques industrielles contemporaines. Si cette étude a une portée globale, la situation en Amazonie (en Amérique latine plus généralement) est l'une des plus critiques. Les femmes indigènes sont à la fois les plus vulnérables face aux conflits de distribution écologiques, et à la fois souvent à la tête des luttes environnementales, s'exposant donc également aux violences visant les défenseurs de l'environnement. Elles apparaissent comme des actrices clés dans le combat contre la déforestation, et leurs perspectives sont propres à certaines difficultés auxquelles elles sont confrontées en raison de leur genre. Il apparaît donc intéressant d'analyser quels sont les points de vue qu'elles défendent, et de quelle manière ils se retrouvent dans les luttes des grandes ONG environnementales internationales, sur les réseaux sociaux.

## 2) Écoféminisme

L'écoféminisme peut être défini comme une « assimilation » des problèmes d'ordre environnementaux au féminisme, sur base du postulat selon lequel il existe un lien significatif entre la subordination des femmes (et autres groupes discriminés ou désavantagés) par les hommes et la surexploitation de la nature par les humains. Selon la pensée écoféministe, la crise environnementale actuelle a pour origine ces processus de domination ayant opprimé les femmes, les groupes sociaux les moins privilégiés ainsi que la nature elle-même (Miranda, 2020), et les 2 oppressions (des femmes et de la nature) « *trouvent racine dans les mêmes structures de domination, patriarcales et capitalistes* » (Gournay, 2019).

Le terme écoféminisme naît avec l'autrice française Françoise d'Eaubonne, qui utilise ce mot dans son ouvrage « Le féminisme ou la mort » en 1974, induisant déjà un rapprochement entre la domination des femmes par les hommes et celle de la nature. Ce concept a seulement été popularisé un peu plus tard, à la suite de deux événements : le premier est la dégradation environnementale engendrée par la révolution verte en Inde et l'activisme de Vandana Shiva dans les années 1990, et le second est la lutte anti-nucléaire aux Etats-Unis et en Europe, dans le contexte suivant la publication en 1972 du rapport du Club de Rome « The Limits to Growth » (Gournay, 2019).

L'écoféminisme met donc en relief certains processus de domination provenant du patriarcat, du colonialisme et du capitalisme néolibéral. Ces systèmes participent à forger une vision faisant, aujourd'hui encore, partie de l'imaginaire occidental concernant la région de l'Amazonie, celle d'une nature sauvage abritant des peuples « inférieurs » (Miranda, 2020). Ainsi, la crise environnementale actuelle, qui a lieu principalement dans des lieux subalternes non-dominants, est soumise à la même logique patriarcale hiérarchisante que celle qui infériorise les personnes racialisées et sexualisées.

Une critique souvent faite à l'écoféminisme qu'il nous semble important de souligner est celle de l'essentialisme. Par le parallèle mis en évidence entre les femmes et la nature « par essence », l'écoféminisme relève d'une forme d'essentialisme, risquant de ramener les femmes à un rôle de « mère nourricière » de même que la nature est parfois présentée (Gournay, 2019).

Dans ce travail, il nous paraît intéressant de mobiliser la notion d'écoféminisme pour traiter des mobilisations de femmes indigènes, mettant en avant la logique patriarcale à l'œuvre dans les discriminations dont sont victimes ces femmes et ce, dans un contexte de revendications environnementales.

### 3) Féminisme décolonial

Si un parallèle entre la lutte des femmes indigènes et le féminisme peut être établi, ce concept ne fait pas l'unanimité. Certaines femmes se sentent, il est vrai, « *empoderadas* » par le féminisme (Prévost, 2017), mais le féminisme naît à l'origine de la pensée et de la réalité des femmes occidentales de classes sociales relativement aisées, raison pour laquelle certaines militantes ne s'y identifient pas (Dutra et Mayorga, 2019 ; González, 2020).

En effet, bien que l'oppression des femmes soit de nature universelle, cet universalisme fait courir le risque de dénigrer certaines formes d'oppression particulières. C'est pour cette raison que de nombreuses activistes indigènes ne se désignent pas elles-mêmes comme « féministes » et rejettent même cette catégorisation. Se dire féministe peut aussi être perçu d'un mauvais œil par la famille des femmes concernées, et s'identifier à cette identité peut donc également constituer un risque, et explique en partie le rejet de la part de certaines (Prévost, 2017).

Dans ce contexte, le féminisme décolonial est un courant qui tente de questionner les perspectives restrictives du féminisme occidental, et ainsi de rendre compte de la réalité spécifique des femmes notamment en Amérique latine, et des femmes indigènes en particulier (González, 2020). Les groupes féministes qualifiés de « post-coloniaux » ou décoloniaux, qui ne se retrouvent pas dans le discours des féministes blanches ou occidentales utilisent alors leurs propres expériences d'exclusion et de discrimination pour développer des stratégies de résistances qui leur sont propres. Il existe donc de multiples luttes que mènent les femmes indigènes en Amazonie, telles que : la lutte contre le colonialisme, contre le discours dominant du féminisme classique, et contre les discriminations de genre existant au sein des communautés et en dehors. Ainsi, aborder les questions d'ordre écologiques suivant l'angle du féminisme décolonial permet de mettre en évidence l'intersectionnalité des luttes, entre classe, genre et sexualité. La composante « décolonialisme » permet que le terrain de l'écoféminisme soit plus vaste, et qu'il prenne également la domination coloniale et post-coloniale en compte en plus des deux dominations croisées des femmes et de la nature dans une logique patriarcale (Miranda, 2020 ; Larrère, 2012).

L'angle du décolonialisme permet également de répondre à la critique *de privilège*, également communément adressée à l'écoféminisme. Cette critique se base sur le fait que, bien qu'il existe des systèmes d'oppressions communs aux femmes dans le monde, toutes les femmes ne subissent pas cette oppression avec la même intensité. Plus spécifiquement, les femmes indigènes sont plus sujettes aux impacts du changement climatique notamment du fait de leur dépendance plus directe aux ressources

naturelles, et elles sont également plus exposées aux violences de genre ayant lieu dans des endroits où sont établies des entreprises extractives (Gournay, 2019).

Selon Miranda (2020), intégrer le patriarcat et le colonialisme aux problématiques environnementales relève d'un impératif indispensable pour faire face un problème global tel que la déforestation. Aborder ces questions sous l'angle du genre permettrait donc d'approfondir le questionnement au sujet du dualisme entre « nature » et « culture » ou « société », en mettant en évidence les biais (anthropocentriques, androcentriques, et ethnocentriques) qui ont forgé les imaginaires collectifs et légitimé des pratiques inégalitaires, puisque l'écoféminisme résiste, selon certains auteurs, à diviser le monde entre deux pôles opposés tel que c'est souvent le cas (Dellios, Bhattacharyya, & Minarova-Banjac, 2019).

Dans ce travail, nous nous penchons sur les liens entre ces luttes spécifiques aux femmes indigènes et la lutte environnementale.

## Chapitre V : Présentation des données

L'objectif de ce chapitre est de décrire de façon synthétisée les publications observées sur chacun des profils analysés. On s'attardera notamment sur certains évènements faisant l'objet de plus de publications, sur le contenu des publications en général, et de façon plus précise aux messages partagés concernant les thèmes liés à notre problématique, c'est-à-dire l'environnement, la déforestation, et les luttes des femmes indigènes.

*Remarque : dans ce chapitre, l'utilisation des guillemets et du format italique sans référence bibliographique à la suite est justifiée à chaque fois par la citation de phrases ou expressions directement extraites des publications analysées. Comme dans le reste de ce document, les traductions sont de l'auteur de ce travail.*

### Les ONG internationales

De manière générale, sur le profil des ONG Greenpeace International et WWF International, les publications (à la fois sur Facebook et sur Instagram) respectent un format similaire : une photo ou une vidéo, avec une légende, souvent directement présente sur l'image ou la vidéo.

D'un côté, la plupart des publications du WWF sont centrées sur les espèces en danger ou les espèces qui font l'objet de protection, et on remarque une grande attention portée à la présentation, notamment par des photos de très bonne qualité servant de support aux campagnes. Les publications de l'ONG portent en grande majorité sur des données sur l'une ou l'autre de ces espèces en danger, et sur des informations (ces deux dernières années) concernant le lien entre la santé des écosystèmes et la santé humaine ainsi qu'entre la pandémie de Coronavirus actuelle et la déforestation, par des messages tels que « *quand on déforeste, on pousse les animaux sauvages à avoir des contacts plus rapprochés des humains, et c'est ainsi que des maladies peuvent se répandre* ».

Du côté de Greenpeace, les publications de l'ONG sont souvent liées à l'actualité, concernant des accords internationaux, des projets d'extractions contre lesquels se mobilisent les activistes, des catastrophes naturelles, des meurtres de défenseurs de l'environnement dans des endroits particuliers, ou encore des données provenant de rapports publiés récemment par divers acteurs. Une particularité de Greenpeace sur Instagram concerne les « stories à la une », dossiers qui permettent de rendre plus facilement accessibles les publications relatives à un sujet ou un évènement en particulier, et qui se trouvent au début de la page. Il est intéressant de relever que les différents « dossiers » portent chacun sur l'un des thèmes principaux sur lesquels travaille l'ONG, et dont certains correspondent aux thèmes dégagés pour l'analyse thématique (les pollutions plastiques, la crise climatique, la préservation des océans, les évènements militants, les énergies fossiles, et les forêts).

L'objectif de la plupart des publications est la sensibilisation du lecteur par un apport d'information, de faits chiffrés ou non, sur une espèce ou un écosystème particulier, ou un risque environnemental présenté dans la publication. La majorité des publications ont donc davantage un caractère éducatif, informatif, et de sensibilisation. À ces objectifs premiers s'ajoute parfois une incitation à entreprendre une action, mais cette action va rarement au-delà du partage de la publication, la lecture d'articles ou de vidéos vers lesquels il est redirigé, ou la signature d'une pétition. En effet, la plupart du temps, le but de la publication est d'informer sur une thématique, ou de partager des actions menées par les activistes membres de l'ONG, dans le monde entier. Certaines publications servent un but de coordination également, contenant des invitations à suivre des conférences (en ligne, vu le contexte de ces dernières années) ou à se joindre à une action, mais celles-ci sont très minoritaires.

Sur les pages des deux ONG analysées, on trouve également beaucoup de publications concernant les dégâts environnementaux causés par la pollution plastique, sur la question de la durabilité et les innovations, la réduction des gaz à effets de serre, certaines catastrophes naturelles, la consommation responsable, ainsi que sur les jeunes leaders environnementaux (principalement occidentaux). Ces sujets sont plus présents chez Greenpeace, mais on trouve tout de même un grand nombre de publications sur ces thèmes chez WWF également.

Depuis 2019, on remarque un plus grand nombre de publications concernant l'Amazonie brésilienne, et plus particulièrement les feux de forêts résultant en incendies incontrôlables et en un taux de déforestation sans précédents.

Dès 2018 déjà, la situation des incendies en Amazonie apparaît dans le contenu des ONG internationales, et fait également mention de la nécessité pour le président à élire de faire de ces feux de forêt une priorité. Par la suite, depuis 2019, de plus en plus de publications mentionnent le rôle du président Bolsonaro et informent sur sa politique environnementale et la destruction de l'Amazonie. Ces publications servent de moyen pour amener une contestation et exprimer une opposition aux décisions politico-environnementales du gouvernement de Jair Bolsonaro. Certaines publications de Greenpeace partagent également des actions menées par ses membres pour interpeller les autorités européennes sur cette question, et on note que plusieurs publications présentent des actions de Greenpeace Brésil pour interpeller Bolsonaro quant à cette situation préoccupante. Les lecteurs sont encouragés à partager les informations et à signer des pétitions pour faire réagir à la fois les autorités internationales et le président brésilien.

Concernant l'aspect environnemental et les impacts des incendies, ainsi que la déforestation causée par l'avancement de la frontière agricole et l'exploitation minière en Amazonie brésilienne, la question est abordée de manière relativement différente par les deux ONG internationales. Pour WWF, les publications sur ce sujet se rapportent principalement à des espèces emblématiques en péril telles que le jaguar et, dans une moindre mesure, à l'impact du Coronavirus sur les populations vivant dans cette



forêt. Quelques publications portent également sur les thématiques de la justice climatique et la protection des défenseurs de l'environnement, sans concerner directement le Brésil. Du côté de Greenpeace, beaucoup plus de publication porte sur les impacts sociaux et culturels de la déforestation. On observe de nombreuses publications sur les droits des indigènes, la justice environnementale, la préservation des forêts, ainsi que les espèces en danger et la biodiversité. On notera également que plusieurs publications concernant le Brésil sont des partages de publications de l'Association des Peuples Indigènes au Brésil (APIB), illustrant une fois encore les liens entre les différents niveaux de mobilisation.

Plusieurs publications de Greenpeace mentionnent en effet des événements tels que les meurtres d'activistes environnementaux et informent sur les dangers pour les populations indigènes et sur les initiatives de protection de la forêt. On observe en effet plusieurs photos de mobilisations menées par des communautés indigènes au Brésil (représentant une banderole de l'association AGIR), notamment pour le 21 mars, qui est la journée internationale des forêts, accompagnées de messages affirmant qu'il faut sauver l'Amazonie et aider les gardiens de la forêt (les populations indigènes). Certaines publications présentent des initiatives locales pour reforester les zones brûlées.

Un aspect qu'il nous paraît intéressant de souligner est le fait que les populations indigènes sont souvent présentées comme les gardiens de la forêt, dont le rôle est primordial, et comme dépendant de la forêt pour leur survie.

C'est à l'occasion de la journée du 8 mars (journée internationale des droits des femmes) que le rôle des femmes dans la conservation est souligné, en mettant à l'honneur, par exemple, une femme ranger dans un parc national en République démocratique du Congo (WWF). À l'exception des articles publiés en l'honneur de cette journée et de quelques vidéos présentant des jeunes femmes activistes pour le WWF, les femmes ne sont pas mises en évidence dans les publications. En revanche, chez Greenpeace, on observe plusieurs références faites aux mobilisations des femmes indigènes. On notera que ces publications sont principalement des partages d'autres pages, et non des publications originales de Greenpeace. Concernant la mise en évidence des liens entre genre et environnement, les seules publications identifiées concernent les femmes activistes membres de Greenpeace ou celles qui sont à l'origine de sa création, et non les femmes indigènes en particulier, à quelques exceptions près.

Un dernier point qu'il nous paraît intéressant de souligner est que l'on observe également à plusieurs reprises des formulations induisant une personnification de la Terre, présentée comme « *malade* », « *mère* » ou être « *à qui l'on doit donner une voix* », et la nature est présentée comme un partenaire avec qui « *il faut réparer notre relation brisée* », pour le WWF. Un phénomène similaire a été observé sur la page de Greenpeace, sur laquelle la description affirme « *Greenpeace existe parce que cette Terre fragile mérite une voix. Elle a besoin de solutions. Elle a besoin de changement. Elle a besoin d'actions* ». La Terre est qualifiée de fragile, dont nous devons nous occuper, comme d'un être

humain. De même, on trouve des slogans faisant référence aux incendies en forêt amazonienne tels que « *Notre maison brûle* ». Il s'agit d'un aspect intéressant de la façon de communiquer choisie par cette ONG et que l'on retrouve sous diverses formes, que nous discuterons plus en détail dans le chapitre suivant.

## Représentants locaux

Remarque préliminaire : afin de faciliter la lecture de ce chapitre, nous avons choisi de commencer par apporter quelques précisions sur les différents profils analysés, puis de décrire le format et les objectifs des publications, et de présenter ensuite les contenus par thèmes principaux.

Tout d'abord donc, quelques précisions sur les différents profils analysés. L'*Associação das Guerreiras Indígenas de Rondônia* (AGIR) est une association comprenant plus de 500 femmes indigènes qui luttent pour leur territoire et les droits indigènes. Le *Movimento das Mulheres do Xingu* (MMX) est lié à l'association du territoire indigène du Xingu (ATIX), démarqué en 1961, et qui fête donc ses 60 ans cette année. Telma Taurepang et Sonia Guajajara sont deux activistes indigènes dont nous avons analysé les profils sur les réseaux sociaux, et qui sont donc leurs profils personnels. Par conséquent, les publications concernant les activités militantes et politiques sont entrecoupées de publications personnelles, adressées à leurs familles et amis.

En règle générale, le format des publications est souvent le même que dans les profils des ONG internationales, à la différence près que moins d'importance semble être accordée à la présentation visuelle des photos et des vidéos. Pour la plupart des publications cependant, le format reste celui d'une photo ou d'une vidéo accompagnée d'une légende. Certaines différences peuvent être remarquées selon les profils, concernant la longueur et le détail de ces légendes. On trouve également dans tous les profils beaucoup de partages de publications d'autres organisations (très souvent l'APIB ou la COIAB, ainsi que des publications de Sonia Guajajara et de Telma Taurepang qui sont partagées par d'autres activistes). La seule particularité que nous avons relevée concernant Instagram est de nouveau les « stories à la une », uniquement présentes et très nombreuses sur le compte de Sonia Guajajara, et qui comprennent à la fois des thématiques sur lesquelles elle est active politiquement et à la fois des événements de sa vie privée.

La plupart des publications sont faites dans le but de visibiliser les luttes des femmes indigènes et des communautés indigènes en général, et également d'informer et de coordonner les membres sur les actions menées par les associations mêmes ou par d'autres activistes. Une grande place est également accordée à la dénonciation d'actions contre les populations indigènes, au niveau local ainsi qu'au niveau politique national.

### 1) L'accès à la terre

Beaucoup de publications, peut-être la majorité, concernent l'accès à la terre, la question de la démarcation des terres indigènes, la lutte contre les invasions et les *garimpeiros* et contre l'exploitation minière ou agricole par des entreprises étrangères, et les conséquences de cette exploitation comme la pollution et les violences envers les populations indigènes. Les publications sur ce sujet incluent souvent les stratégies de résistance des communautés indigènes face à ces invasions, les rencontres avec des instances nationales de représentation des indigènes ou tables rondes entre plusieurs communautés indigènes pour discuter du sujet. Le sujet du droit à la terre et des terres indigènes est récurrent dans les événements et discussions partagées. Il est lié aux discussions plus générales sur les droits des indigènes et leurs « luttes socio-environnementales », qu'ils nomment ainsi à de nombreuses occasions. Ces publications réaffirment la force de résistance des peuples indigènes en présentant diverses initiatives, et les difficultés rencontrées à la suite de l'élection de Jair Bolsonaro.

Un aspect de cette lutte qu'il nous paraît important de mentionner est l'impact de l'établissement d'aires protégées, pour « préserver la forêt », et résultant en l'expulsion et l'interdiction d'accès des communautés qui, jusque-là, y vivaient et vivaient des ressources du territoire en question. Ainsi, on voit que l'accès à la forêt signifie tout simplement le droit à vivre, car « *le territoire et la vie sont la même chose, puisque la terre nous donne les aliments* ».

## 2) Jair Bolsonaro

Une grande partie des publications fait également écho au mécontentement et aux contestations des populations indigènes envers le gouvernement de Bolsonaro. En effet, dans le contexte politique suivant son élection, de nombreuses publications des activistes locaux pointent du doigt l'affaiblissement des politiques environnementales qui provoquent une augmentation sans précédent de la déforestation en Amazonie et une exacerbation des discriminations envers les populations indigènes qui y vivent. Selon les activistes, sa politique environnementale est une politique destructrice qui ne respecte ni l'environnement ni les droits des indigènes. Bolsonaro est considéré comme raciste, contre les indigènes et la forêt et pour la déforestation. Les différentes organisations et activistes analysés partagent des informations sur les projets politiques de Bolsonaro concernant l'exploitation des ressources et l'ouverture des terres indigènes à l'exploitation minière et à l'industrie agroalimentaire. On note un problème de représentativité : Bolsonaro ne les représente pas, et il encourage le développement sur base de destruction et de déforestation, ce qui est en opposition avec les revendications des populations indigènes. Ces dernières se battent pour un développement économique durable de leurs communautés, et pour la préservation de l'environnement, elles « *luttent contre le gouvernement colonisateur, fasciste, raciste et capitaliste* ».

Ce sujet est souvent lié au thème du colonialisme et de l'oppression des peuples indigènes depuis plus de 520 ans. Une publication de Telma Teurepang affirme que les peuples indigènes « *sont persécutés* ».

*par le monde occidental, souffrent de la colonisation patriarcale du génocide et du capitalisme, souffrent même dans leurs propres territoires* » mais résistent toujours, réaffirmant la force des populations indigènes.

### 3) Le Coronavirus

Parmi les sujets très présents sur les réseaux sociaux des activistes locaux, il faut citer la crise du Coronavirus. Les publications se rapportant à cette thématique concernent soit des hommages à des membres de communautés indigènes décédés de la maladie, soit des appels à donations ou des campagnes de dons destinées aux communautés en situation de vulnérabilité suite à la pandémie, ou encore des partages d'information sur la vaccination (qui est encouragée) et sur les mesures de prévention.

De plus, beaucoup de publications à ce sujet concernent les impacts sociaux et environnementaux de la pandémie, qui se trouvent souvent entremêlés. En effet, on a vu une augmentation de la déforestation à cause de la pandémie, causée notamment par une moindre surveillance des zones protégées et à leur invasion par les *garimpeiros*. Ces invasions ont des conséquences à la fois pour les populations indigènes qui subissent des expulsions et violences très fortes, et à la fois pour la forêt, étant donné que de grandes étendues sont déboisées. L'impact de la pandémie pour les communautés résulte également en une impossibilité de vendre l'artisanat réalisé (souvent par les femmes), et une annulation des cérémonies traditionnelles.

### 4) La déforestation

Concernant la déforestation, certains acteurs analysés abordent davantage cette problématique que d'autres. Par exemple, l'AGIR publie peu de contenu spécifiquement sur la déforestation, alors qu'on en trouve beaucoup plus sur le profil de Sonia Guajajara. En général, les publications sur ce sujet comprennent le partage d'informations provenant de rapports sur l'état des forêts et l'avancement de la déforestation, les risques auxquels cela expose les populations indigènes et la forêt en tant que telle, la responsabilité des entreprises dans la déforestation, et la contribution des *garimpeiros* dans l'augmentation de la déforestation illégale. Les messages transmis incluent souvent la dénonciation des violations des droits des indigènes en Amazonie qui en résultent. Les causes des incendies sont également abordées, pointant principalement les entreprises extractives, autorisées à cause des décisions prises par le gouvernement Bolsonaro, et non les peuples indigènes, qui ne peuvent pas être tenus pour responsables de ces incendies incontrôlés car « *[leurs] ancêtres [leur] ont transmis des savoirs pour maîtriser le feu, qu'ils utilisent de manière contrôlée pour réalimenter la nature* ».

De plus, la lutte contre la déforestation et pour la préservation de la forêt est mise en avant, et on souligne l'importance de conserver une grande attention et mobilisation sur la vie de cette forêt, et donc sur les vies des populations indigènes. L'importance des peuples indigènes pour la préservation

de cette forêt ainsi que dans la mitigation des effets du changement climatique est également affirmée à de multiples reprises, comme dans cet exemple du MMX « *la planète aura de la fièvre, des convulsions, mais sans les peuples indigènes il n'y aura pas de remède* ».

Dans cette thématique, les publications concernant les incendies qui font rage en Amazonie, de ces deux dernières années surtout, peuvent être appréhendées séparément. Certaines publications concernent les impacts sur la santé des populations indigènes (et pour l'AGIR notamment, il s'agit des uniques publications liées à la déforestation en tant que telle), mais la plupart des publications des autres activistes portent les messages suivants : « *Avec cette destruction de la forêt, c'est tout ce qui nous donne la vie qui part en fumée* » ou encore « *la forêt donne la vie, parce qu'elle est la vie* », associant directement la destruction de la forêt avec la perte de la vie de ses habitants. Ces publications sont souvent associées à des messages pour la défense des droits indigènes, illustrant la relation étroite entre les luttes sociales et environnementales en Amazonie.

Un autre point intéressant à mettre en évidence est que, dans de nombreuses publications, les activistes locaux font référence aux peuples indigènes par l'expression de « *gardiens de la forêt* ». Il est souvent affirmé que les indigènes sont « *les vrais gardiens de la forêt et de la Terre* », et seuls détenteurs des clés de sa préservation.

##### 5) « Personnification »

En effet, la Terre ou la Nature est un sujet que l'on retrouve également beaucoup parmi les publications analysées. Elle est souvent présentée comme une mère, comme le montrent les citations suivantes : « *Notre Terre mère est malade, et seuls les peuples indigènes peuvent la soigner* », la Nature est une « *mère généreuse qui nous donne tout ce dont nous avons besoin pour vivre, y compris la vie elle-même. Nous venons tous d'une mère, aimez la nature comme votre mère humaine. Respectez la nature, qui est votre mère nourricière. [...] Tout comme une mère se brise le cœur pour protéger et éduquer ses enfants, la nature nous prive parfois, en nous éduquant* ». La notion de territoire est également présentée comme faisant partie des indigènes, il est « *le corps et l'esprit* » de ses habitants. Par ailleurs, une certaine proximité ou similitude est parfois observée entre les femmes et la Terre, soulignant la nature féminine de la Terre, notamment par une citation associée à une publication partagée par plusieurs activistes : « *Nous, les femmes indigènes, nous sommes la Terre, car la Terre est en nous. La Terre est la sœur, la fille, la tante, la mère, la grand-mère, l'utérus, la nourriture, le remède du monde* ».

Cependant, il est également intéressant de souligner que l'on observe à plusieurs reprises une inversion des natures respectives, en se référant aux populations indigènes comme « *des graines plantées* », « *des troncs avec des racines* », ou comme des « *semences qui germent pour donner de bons fruits, qui luttent pour la vie et que l'on ne peut pas tuer* ».

## 6) Les femmes indigènes

Les femmes indigènes ont également un rôle important à jouer dans la lutte contre la déforestation, comme le montrent plusieurs publications, affirmant que les femmes indigènes sont en première ligne de la lutte pour défendre la forêt et maintenir les connaissances traditionnelles.

Par ailleurs, de nombreuses publications qualifient les femmes comme les « *guerrières de la forêt* », comme le montrent les légendes de plusieurs images partagées « *être femme indigène, c'est déjà naître guerrière* », « *Être une femme indigène c'est naître pour lutter chaque jour. Être une femme indigène, c'est savoir que nous avons besoin d'être fortes parce que l'avenir dépend de nous. Nous ne nous tairons plus !* ». Ainsi, les activistes indigènes qui luttent pour la préservation de la forêt et les droits des indigènes (ces deux luttent allant ensemble, comme nous l'avons montré précédemment), sont appelées les guerrières et gardiennes de la forêt. Les femmes sont au centre des publications prônant l'*empowerment* des femmes indigènes et exposant les réalités qui leur sont propres. Certaines publications sont dédiées à la présentation de profils de femmes indigènes militantes ou sont des retransmissions d'ateliers sur les violences faites aux femmes, sur des échanges d'expériences entre femmes indigènes de différentes communautés, et sur les défis que représente le fait d'être une femme indigène dans la communauté et à l'extérieur.

L'artisanat occupe également une place relativement importante dans les mouvements des femmes indigènes, pour qui la vente de bijoux notamment représente une source de revenus importante et un moyen d'autonomisation. Ces bijoux et autres objets artisanaux sont confectionnés à partir de matériaux directement tirés de la forêt, biologiques, et servent aussi à « *préserver l'identité culturelle des personnes qui les produisent* ». La plupart sont fabriqués à base de produits forestiers, ce qui amène encore une fois une dimension écologique dans les réalités indigènes.

La participation politique des femmes est également discutée, et avec elle les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder au pouvoir politique et pour faire entendre leurs voix, quelle que soit leur origine ethnique, mais en soulignant la difficulté supplémentaire posée par l'indigénisme. Une publication de l'AGIR rappelle que, dans ce sens, « *Si un territoire est collectif, et que dans ce collectif il existe également des femmes indigènes, elles doivent pouvoir participer aux décisions sur la gestion environnementale de ce territoire* ». Sur le profil de Sonia Guajajara, on trouve également des publications concernant la place des femmes dans les récits historiques de la colonisation et les violences politiques de genre, des dénonciations de féminicides, et quelques articles datant de 2018 (lorsque Sonia Guajajara s'est présentée à la vice-présidence) concernant la légalisation de l'avortement et la défense des droits reproductifs des femmes.

Un autre aspect que nous souhaitons mentionner est l'importance de la coordination et de l'articulation des luttes de tous les indigènes, car « *l'union des femmes pour la protection des forêts est la solution* », afin de mettre en place des stratégies de survie et de lutte pour le territoire « *malgré la*

*diversité ethnique et culturelle qui [leur] est particulière* ». Ce qui ressort énormément des messages véhiculés, c'est la nécessité de renforcer les capacités des femmes car le bénéfice sera pour toute la communauté : « *Nous, les guerrières, luttons pour la défense des droits des indigènes, une femme forte luttera pour tous les indigènes* ».

Pour finir, il est intéressant de constater que le terme « féminisme » reste relativement rare dans toutes ces publications. Il est utilisé à quelques reprises dans certaines publications concernant des rencontres de femmes au niveau international ou des événements étrangers auxquels des femmes leaders indigènes sont invitées. On le retrouve également à quelques reprises dans les publications de Sonia Guajajara.

## Chapitre VI : Analyse et discussion des résultats

Dans ce chapitre, nous allons analyser les données présentées dans le chapitre précédent en les mettant en relation avec les concepts issus de la revue de la littérature scientifique. Ces concepts nous permettront d'appréhender les divers aspects des thématiques abordées par les différents acteurs sur les réseaux sociaux, en faisant apparaître les similitudes ainsi que les points de divergences entre ces acteurs. Cette analyse fournira des éléments de réponse à notre question de recherche : « *Dans quelle mesure les ONG environnementales internationales relaient-elles les points de vue des femmes activistes indigènes concernant la problématique de la déforestation en Amazonie brésilienne ? Une analyse des médias sociaux* ».

### Fonctions des publications

En ce qui concerne les objectifs des publications sur les réseaux sociaux, on retrouve chez tous les acteurs analysés les deux fonctions principales évoquées par Figeac et al. (2020), qui sont la fonction d'organisation et de coordination des actions et des mobilisations des acteurs sur un thème particulier, et la fonction de support aux contestations du pouvoir politique. Cependant, nous notons une troisième fonction omniprésente dans les publications analysées, qui est une fonction d'information et de sensibilisation.

#### A) Fonction d'organisation et de coordination

L'étude de Figeac et al. (2020) porte exclusivement sur les publications faites sur le réseau social Facebook, mais on peut appliquer les résultats également à Instagram, étant donné que nous avons observé dans notre enquête que les publications étaient très souvent identiques sur les deux réseaux, pour tous les membres de notre échantillon.

En effet, que ce soient sur les pages les grandes organisations environnementales, les associations locales ou les leaders indigènes, on observe toute une partie des publications qui sont des partages d'informations pratiques pour l'un ou l'autre événement ou rassemblement, afin d'en informer les membres et autres lecteurs et de coordonner les actions. Une partie de ces publications sont des partages d'autres associations, ce qui permet de remplir également cette fonction de coordination des actions entre les associations agissant sur les mêmes thématiques.

La fonction d'organisation est cependant plus présente pour les acteurs du niveau local que nous avons répertoriés que pour les grandes ONG internationales, qui utilisent plutôt les réseaux sociaux dans le but d'inviter à assister à des conférences ou webinars en ligne, et pour qui les actions s'organisent entre les membres en dehors des réseaux sociaux. Par exemple, on observe ce phénomène notamment



chez Greenpeace lorsque l'organisation publie les photos d'une action réalisée par les membres la veille, et que l'organisation même de l'action ne s'est pas réalisée publiquement sur les réseaux. En revanche, Sonia Guajajara, Telma Taurepang et les associations locales MMX et AGIR utilisent les réseaux sociaux pour diffuser les informations concernant des rassemblements de femmes, ou des campagnes de dons, de manière très concrète.

On notera également que la coordination des luttes des indigènes, et des femmes indigènes, est l'une des priorités affirmées à de nombreuses reprises par les activistes indigènes. La nécessité d'unir les indigènes pour la préservation de l'environnement est omniprésente : « *l'union des femmes pour la protection des forêts est la solution* ».

#### B) Fonction de support aux contestations politiques

À la fois Facebook et Instagram sont utilisés comme support pour exprimer des contestations par rapport au gouvernement de Bolsonaro. On retrouve cette utilisation des médias sociaux à la fois chez les acteurs internationaux et les acteurs locaux, avec énormément de publications se rapportant aux décisions prises par ce gouvernement et considérées par les activistes comme « *contre l'environnement et contre les indigènes* ».

Une différence notable, cependant, est le fait que, pour les ONG environnementales internationales, les publications qui se réfèrent à des décisions politiques de Bolsonaro ou exposent les conséquences environnementales de ses politiques sont destinées dans certains cas à interpeller les autorités Brésiliennes, mais plus souvent à faire réagir les autorités européennes, généralement en fournissant des données chiffrées (sur le taux de déforestation, par exemple). Les activistes indigènes, elles, contestent les actions de Bolsonaro néfastes pour l'environnement, mais en mettant souvent en avant les conséquences sociales pour les indigènes de ces politiques. Ces publications sont rédigées à l'attention d'un public national avant tout. De plus, les critiques adressées au gouvernement pour sa politique socio-environnementale par les activistes indigènes sont souvent accompagnées d'accusation de colonialisme, dimension que l'on ne retrouve pas dans les publications des organisations internationales. Ces références au colonialisme et les stratégies d'adaptations communes développées sont faites dans le cadre d'une auto-identification en tant qu'indigènes. Dutra et Mayorga (2019) en effet, parlent d'une séparation entre un « eux » et un « nous ». Cette séparation est présente dans les publications critiquant le gouvernement, et elle est davantage encore mise en avant par la mobilisation du concept de colonialisme. Dans les organisations locales surtout, les publications sur les médias sociaux jouent donc également le rôle de renforcement des identités communautaires indigènes, et constituent un espace d'expression privilégié (Rojas et Puig-i-Abril, 2009).

#### C) Sensibilisation et information

La troisième fonction que nous avons relevée concerne l'apport d'informations et la sensibilisation des lecteurs aux causes exposées dans les publications des activistes. L'une des stratégies servant ce but est l'utilisation de dates précises pour mettre à l'honneur une espèce, un écosystème ou un groupe social particulier. On observe, entre autres, la journée des tortues, des requins, des abeilles, du tigre, ou la journée de la diversité biologique, du recyclage, des combattants contre les incendies, de l'eau, des forêts, ou la journée internationale pour les droits des femmes (appelée synthétiquement *Women's day*). Cet outil est plus utilisé par les ONG environnementales internationales que par les activistes locales, particulièrement concernant le renforcement de la visibilité des femmes activistes. La journée du 8 mars est, pour ces grandes ONG, l'une des seules occasions de mettre à l'honneur des femmes activistes indigènes, et également les femmes faisant partie de l'historique de création de ces ONG. Si le 8 mars est également l'occasion pour les acteurs locaux analysés d'organiser des actions et de partager, par exemple, des profils de femmes activistes, ce n'est pas le seul moment où les thématiques de genre sont abordées, étant donné que ce sont des associations de femmes indigènes dont l'un des objectifs principaux est de renforcer la visibilité des luttes des femmes.

Ces pratiques peuvent être étudiées à travers le concept du répertoire d'action des réseaux numériques (Figeac et al., 2020). Ce concept renvoie initialement aux pratiques et routines transmises et partagées entre militants, définition adaptée aux réseaux numériques. Cette notion peut être utilisée pour rendre compte de la façon dont sont utilisés les réseaux sociaux par certains acteurs, et des pratiques véhiculées par leurs publications. Dans ce cas-ci, certaines pratiques que l'on pourrait considérer comme faisant partie du répertoire d'action des réseaux numériques des activistes environnementaux sont, notamment, le partage de publications d'autres associations, ou les publications contenant des données de rapports scientifiques afin d'informer et de sensibiliser les lecteurs.

De plus, la pratique consistant à partager les publications d'autres associations ou activistes permet de mettre en évidence les liens qui existent entre les deux niveaux d'acteurs analysés. Ainsi, sur la page de Greenpeace, la majorité des publications concernant l'Amazonie brésilienne proviennent à l'origine de pages d'organisations brésiliennes, telles que l'APIB ou la COIAB, et, de même, plusieurs photos publiées par Greenpeace pour illustrer des publications sur la déforestation ou les droits des peuples indigènes représentent la leader indigène Sonia Guajajara, et plusieurs citations de cette dernière apparaissent également sur la page de l'ONG. Cette observation ne vaut pas pour la page du WWF, qui contient très peu de contenu sur les mobilisations indigènes, et aucun partage d'organisations locales excepté le WWF Brésil.

Ainsi, la contestation du pouvoir politique brésilien par les activistes indigènes (et les populations indigènes en général) est transmise en partie par les grandes ONG internationales. La dimension environnementale est plus représentée que la dimension sociale (surtout chez le WWF, Greenpeace

accordant plus de place aux impacts sociaux), mais c'est surtout la critique de colonialisme qui est absente des publications des ONG internationales.

## Environnementalisme et vision de la nature

Le concept d'environnementalisme est décrit par Martinez-Alier (1997) comme les actions entreprises ou les préoccupations exprimées à propos de l'état de l'environnement relativement à l'influence des actions humaines. Selon ses travaux, il y aurait donc plusieurs types d'environnementalismes différents, l'un caractéristique des populations occidentales plus riches et l'autre qualifié d'« environnementalisme des pauvres ».

L'environnementalisme dominant manifeste principalement une inquiétude par rapport à la détérioration de certains indicateurs environnementaux, et se base donc plutôt sur les impacts « objectifs » de cette dégradation (Martinez-Alier, 1997). Il est plus caractéristique des populations occidentales et des classes favorisées du reste du monde, et correspond plutôt au type d'environnementalisme véhiculé par les messages publiés par les grandes ONG internationales. Cela peut être observé de manière relativement évidente sur les réseaux sociaux des deux ONG analysées, sur lesquels on trouve une majorité de publications apportant des données chiffrées provenant d'études et de rapports officiels sur la déforestation, les émissions de CO<sub>2</sub>, la pollution par les plastiques, la consommation d'électricité etc., et qui se concentrent donc sur des données « objectives ». À ce type d'environnementalisme correspond une vision de la nature conçue comme « *nature extérieure à l'homme, qui doit être protégée comme telle, à l'abri des interventions humaines (ce à quoi visent les parcs nationaux)* » (Larrère, 2012). On retrouve cette conception de la nature dans des messages promouvant l'établissement d'aires protégées pour permettre à une espèce animale de se réinstaller (pour le WWF) ou plus souvent pour empêcher sa dégradation par les humains. Un slogan de Greenpeace affirme que la nature est « *cette Terre fragile [qui] mérite une voix. Elle a besoin de solutions. Elle a besoin de changement. Elle a besoin d'actions* ». On soulignera que les publications faites par ces ONG fournissent des informations sont relativement simplistes, peu nuancées et associant automatiquement les activités humaines à la dégradation des écosystèmes et de la biodiversité. Comme écrit Chartier (2005), « *cela a le mérite d'être efficace quant au message à diffuser* », et les messages simples ont tendance à être favorisés sur les réseaux numériques, précisément dans le but de sensibiliser de la manière la plus efficace possible. Nous observons en effet des messages très simplifiés tels que « *choisis les forêts, choisis la vie* » ou « *Trois étapes pour combattre le changement climatique dans ta propre vie : mange moins de viande. Mange plus de plantes. Dis le à tes amis* ».

Cette vision participe également à entretenir le mythe de la forêt vierge à préserver, ainsi que le mythe du « bon sauvage », présentant les populations indigènes vivant en harmonie avec cette forêt. La

réalité est un peu plus nuancée car « *Pour ces populations, la forêt amazonienne est avant tout une ressource et un lieu de subsistance où le travail est dur, alors que pour Greenpeace, c'est un espace naturel emblème d'une nature perdue* » (Chartier, 2005).

Cependant, la préservation de la nature pour les activistes indigènes se justifie par une relation d'interdépendance avec la nature, et pas uniquement par un intérêt matériel d'accès aux ressources. Par leurs luttes pour la préservation de la forêt Amazonienne contre l'exploitation minière et agricole et les conflits pour l'accès aux ressources qui y sont liés, les activistes locales affirment leurs préoccupations pour l'environnement, ce qui correspond au concept d'environnementalisme des pauvres. Cependant, Martinez-Alier écrit que les populations locales qui mènent ces combats ne se qualifient pas forcément d'environnementalistes, n'affirmant pas systématiquement les raisons écologiques de leurs luttes. Dans les cas des militantes en Amazonie brésilienne que nous avons analysées, on trouve pourtant des motivations écologiques très claires, au-delà des motivations matérielles pour l'accès aux ressources. En effet, Telma Taurepang qualifie à plusieurs reprises les luttes qu'elle mène de « luttes socio-environnementales », et l'importance des populations indigènes pour préserver et protéger la forêt est très souvent mise en avant par les militantes. Ces préoccupations écologiques vont souvent de pair avec des motivations sociales, mais les activistes analysées rappellent que, si elles se battent pour l'accès aux ressources, leur rôle est aussi essentiel dans la préservation de ces ressources. On peut mettre ce concept en relation avec ce que Larrère (2012) décrit comme l'environnementalisme des minorités culturelles dominées et des couches sociales défavorisées, parmi lesquelles se trouvent les femmes. Ce type d'environnementalisme « *cherche qui en sont les victimes et où sont les populations vulnérables* », accordant plus d'importance aux aspects sociaux des problématiques environnementales. On retrouve ces préoccupations dans les luttes socio-écologiques des activistes indigènes, affirmant qu'« *Avec cette destruction de la forêt, c'est tout ce qui nous donne la vie qui part en fumée* ». À cet environnementalisme correspond une vision de la nature comme une communauté dont les humains font partie, qui dépend des humains pour sa préservation mais de laquelle ils dépendent également, mettant en avant la relation d'interdépendance (Larrère, 2012). Cette conception de la nature est souvent exprimée par les militantes indigènes de notre échantillon, affirmant d'un côté que « *Notre Terre mère est malade, et seuls les peuples indigènes peuvent la soigner* », et de l'autre côté la nature est une « *mère généreuse qui nous donne tout ce dont nous avons besoin pour vivre, y compris la vie elle-même* » ou encore « *le territoire et la vie sont la même chose, puisque la terre nous donne les aliments* ».

En effet, pour ces activistes, les populations indigènes sont les uniques capables de préserver la forêt. Le terme « gardiens » est très fréquemment utilisé pour se référer aux communautés indigènes, et est significatif du rôle de protection de la nature qu'adoptent ces communautés, conscients de cette relation d'interdépendance entre la forêt et ses habitants. On retrouve cette interconnexion entre les dimensions sociales et environnementales chez les activistes indigènes à travers la manière dont elles

abordent les effets de la pandémie actuelle de coronavirus, en présentant les impacts tels que l'annulation de cérémonies traditionnelles, l'impossibilité de vendre leur artisanat, et la multiplication des invasions des terres par les *garimpeiros*.

De la même façon, la dimension sociale des impacts de la déforestation et des incendies est davantage mise en avant par les activistes indigènes analysés, ce qui n'a rien d'étonnant compte tenu de l'objectif premier de défense des droits indigènes par ces activistes. Pour les ONG internationales de notre échantillon, cet aspect social est beaucoup moins mis en avant, bien que l'on remarque par les thématiques abordées et leur fréquence que l'ONG Greenpeace y accorde tout de même une importance plus marquée que WWF.

Un dernier point que nous souhaitons mettre en avant, et également symbolique des différentes conceptions de la nature des deux catégories d'acteurs analysés, concerne l'utilisation de procédés de personnification, par des expressions accordant des caractéristiques humaines à la Terre ou à la nature. On retrouve ce type d'expressions à la fois dans les communications des ONG WWF et Greenpeace, et à la fois dans les textes publiés par les activistes indigènes. Le plus souvent, la Terre est qualifiée de mère, et c'est cette expression que l'on retrouve en majorité chez les ONG internationales. Du côté des femmes indigènes de notre échantillon, la terre est également « *la sœur, la fille, la tante, la mère, la grand-mère, l'utérus, la nourriture, le remède du monde* », présentant la Terre comme un être de la famille, et même comme faisant partie intégrante du corps des femmes. Il est intéressant de souligner que nous avons également relevé des manifestations d'un phénomène que l'on pourrait qualifier de l'inverse de la personnification, c'est-à-dire la publication de phrases attribuant des caractéristiques naturalistes aux êtres humains. Ces phrases présentent les indigènes comme « *des troncs avec des racines* », ou comme des « *semences qui germent pour donner de bons fruits, qui luttent pour la vie et que l'on ne peut pas tuer* ». Ceci contribue à renforcer la vision selon laquelle les humains font partie intégrante de la nature, sont la nature même, et ne sont pas extérieurs à elle.

Ainsi, les activistes indigènes présentent souvent leurs communautés comme les gardiennes de la terre et de la forêt, et elles sont également qualifiées de telles par l'ONG Greenpeace (WWF abordant moins les aspects sociaux des thématiques environnementales). L'auto-identification en tant que gardiennes par les femmes partageant leurs luttes sur les réseaux sociaux est donc reprise par l'ONG. Cependant, on relève par là une certaine idéalisation (de la part des deux catégories d'acteurs finalement) du rôle des populations indigènes dans la préservation environnementale, contribuant au mythe présentant les populations indigènes vivant en harmonie totale avec leur environnement (Chartier, 2005), sans y apporter beaucoup de nuances. Quant à l'usage de procédés de personnification de la Terre par les ONG, il reprend en partie les conceptions véhiculées par les activistes indigènes. Effectivement, si les ONG présentant la nature et la Terre comme une mère, elle est la mère de tous les humains, et on ne retrouve pas cette idée que la Terre fait partie des humains.

## Féminisme et écoféminisme

Dans les profils des ONG internationales et des deux associations indigènes AGIR et MMX, nous n'avons pas relevé de mise en évidence particulière des liens entre genre et environnement (à l'exception des publications en l'honneur de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars), alors que ces deux thématiques sont fortement interconnectées autant dans la littérature scientifique que dans les publications des femmes défenseuses de l'environnement que nous avons analysées. Concernant les ONG internationales, cette observation n'est pas surprenante étant donné que les femmes ne sont pas l'objet principal de leurs mobilisations, mais une explication au peu de liens établis entre les luttes de genre et les luttes environnementales dans profils des associations AGIR et MMX pourrait se trouver dans le fait que ce qui est plutôt mis en avant sont les bénéfices de l'engagement des femmes indigènes avant tout pour l'entièreté des communautés indigènes, et pour l'environnement. La citation suivante illustre cet esprit : « *Nous, les guerrières, luttons pour la défense des droits des indigènes, une femme forte luttera pour tous les indigènes* ».

Dans cette citation, on remarque l'utilisation du terme « guerrières ». Nous avons observé que les femmes indigènes impliquées dans la lutte pour les droits des indigènes et pour la protection environnementale s'appellent entre elles « les guerrières », cette appellation rentrant dans le répertoire d'action des réseaux numériques des activistes (Figeac et al., 2020). Ce terme « glorifie » les efforts des femmes et reconnaît les luttes quotidiennes des femmes, en effet victimes d'une double discrimination, comme nous l'avons expliqué. Nous pouvons également justifier l'emploi de ce terme par sa fonction unificatrice. Son utilisation par les femmes indigènes pour se qualifier entre elles crée un sens de communauté, une certaine identité collective, qui est favorisée par la proximité générée par les réseaux sociaux numériques (Rojas et Puig-i-Abril, 2009).

Ce qui est également ressorti des publications que nous avons analysées durant cette recherche est que le terme « féminisme » était absent de presque tous les profils analysés, et uniquement très peu présent dans ceux des leaders indigènes. Une explication partielle à cette observation peut résider dans l'origine du féminisme même, qui naît de la pensée et de la réalité des femmes occidentales de classes sociales relativement aisées, raison pour laquelle certaines militantes ne s'y identifient pas (Dutra et Mayorga, 2019). La critique d'universalisme adressée au féminisme est en effet l'une des raisons pour lesquelles de nombreuses activistes indigènes n'ont pas recouru à cette catégorisation pour s'identifier (Prévost, 2017). Cependant, on notera que, si le terme est absent du vocabulaire employé pour beaucoup, les principes défendus sont similaires aux principes du féminisme, tels que la lutte contre le patriarcat, la revendication de l'égalité des genres, d'une plus grande autonomie et participation égalitaire aux décisions politiques et de développement.

Un point supplémentaire qui mérite d'être abordé est l'absence *a priori* d'un parallèle qui serait fait dans les publications analysées entre l'oppression des femmes par les hommes et l'exploitation de la

Terre par les humains, ce qui constitue la thèse de base du mouvement écoféministe. En revanche, on observe à plusieurs reprises la mise en évidence de similitudes entre la Terre et les femmes, et le corps des femmes, comme dans la citation déjà exposée précédemment : « *Nous, les femmes indigènes, nous sommes la Terre, car la Terre est en nous. La Terre est la sœur, la fille, la tante, la mère, la grand-mère, l'utérus, la nourriture, le remède du monde* ». Au-delà d'un rapprochement entre la Terre et les femmes, cette phrase n'exprime pas de lien clair entre la domination des femmes et la dégradation environnementale. Cependant, l'écoféminisme met en relief des processus de domination provenant du patriarcat, du colonialisme et du capitalisme néolibéral (Miranda, 2020), ce que l'on retrouve dans les messages véhiculés par les actrices analysées, et à travers les critiques adressées au gouvernement en place par rapport aux discriminations envers les populations indigènes dont il est responsable : « *Bolsonaro est raciste, offensif, et parano. Il ne nous représente pas, il est contre les indigènes et l'Amazonie !* ». Ainsi, ce qui se rapproche le plus à la lutte des femmes indigènes pourrait être qualifié plutôt de féminisme décolonial, courant qui vise à rendre compte des réalités spécifiques des femmes indigènes, notamment (González, 2020).

Pour finir, les femmes se considèrent (et sont également considérées par les acteurs environnementaux internationaux) comme les gardiennes des savoirs dits traditionnels sur la biodiversité, rejoignant cette idée d'une plus grande proximité spirituelle et pratique des femmes avec la Terre (Simonian, 2013), idée qui est parfois utilisée pour justifier les préoccupations environnementales exprimées par les femmes et leur engagement dans les luttes environnementales ; en d'autres termes, l'environnementalisme des femmes.

### Conflits de distribution écologiques

Les thèmes les plus présents dans les publications analysées, que ce soit sur les profils des ONG internationales ou sur ceux des femmes activistes brésiliennes, sont ceux de l'accès à la terre et l'opposition des populations indigènes à l'exploitation minière et agricole de leurs terres. Ces luttes sont liées à la déforestation, qui entraîne des conflits de distribution écologiques, c'est-à-dire faisant référence « *aux inégalités ou asymétries sociales, spatiales et temporelles dans l'utilisation par l'homme des ressources et des services environnementaux, qu'ils soient ou non commercialisés, en ce qui concerne l'épuisement des ressources naturelles (la perte de biodiversité incluse) et les conséquences de la pollution* » (Martinez-Alier, 1997). Pour les activistes indigènes, ces conflits sont souvent abordés en mettant en avant d'une part les discriminations dont sont victimes les populations indigènes, et les femmes en particulier qui sont les premières victimes des conflits de distribution (Tran, Martínez-Alier, Navas et Mingorria, 2020), et d'autre part leur rôle essentiel dans la protection de la forêt.

Ce thème est également souvent lié à la critique du colonialisme, dont se sentent victimes les populations qui perdent l'accès à leurs terres notamment, et qui est souvent accompagnée de la critique du capitalisme, via des publications telles que « *[les peuples indigènes] sont persécutés par le monde occidental, souffrent de la colonisation patriarcale du génocide et du capitalisme, souffrent même dans leurs propres territoires* ». Comme nous l'avons mentionné plus haut pas, on ne retrouve pas cette référence au colonialisme dans les publications des ONG environnementales internationales. En revanche, la surconsommation dans les logiques capitalistes est souvent pointée du doigt comme problème environnemental sur lequel il faut agir. Dans leurs publications, si nous avons observé plusieurs mentions des luttes des populations indigènes relatives à l'accès à la terre, notamment liées aux incendies dans la forêt Amazonienne, on remarque en effet que l'accent est mis davantage sur la consommation durable, les innovations techniques et technologiques durables, et la croissance « verte ».

De plus, quelques publications sur les réseaux sociaux des ONG internationales portent également sur les violences faites aux défenseurs de l'environnement, mentionnant notamment les assassinats dont sont victimes les activistes indigènes environnementaux qui s'opposent à des projets d'exploitations de leurs terres, par exemple. Ces thématiques sont également omniprésentes dans les publications des activistes indigènes, qui dénoncent très fréquemment les discriminations et violences dont elles sont victimes. Ces publications se rapportent au concept de justice climatique (Tran, Martínez-Alier, Navas et Mingorria, 2020), et ce concept apporte une dimension sociale aux conflits environnementaux. Cela permet aux ONG internationales de transmettre les préoccupations des activistes indigènes par rapport à ces inégalités face aux conflits environnementaux.

On ne retrouve donc pas la critique du colonialisme ni du capitalisme dans les publications des ONG environnementales internationales, qui partagent plutôt une vision de la nature dominante que la conception véhiculée par les femmes militantes sur leurs profils respectifs. En revanche, la thématique de la justice climatique est relayée par les ONG internationales, qui reconnaissent les inégalités face aux impacts environnementaux et se battent contre ces inégalités.



## Conclusions

En guise de conclusion, nous reprendrons les éléments principaux apportés par notre analyse pour répondre à la question de recherche.

Dans un contexte de dégradations environnementales omniprésentes et aggravées par le contexte politique actuel, les populations indigènes sont les premières affectées, et sont également plus vulnérables vis-à-vis des conflits d'accès aux ressources. En plus de cela, les femmes subissent des discriminations et violences de genre, contre lesquelles de nombreuses activistes se soulèvent. Les femmes et associations de femmes indigènes dont nous avons analysé les publications sur les réseaux sociaux se battent pour une plus grande participation aux discussions politiques, pour un accès plus égalitaire aux ressources, pour la préservation des droits et des territoires indigènes, et contre les violences dont elles sont victimes, elles et leurs communautés.

Les ONG environnementales internationales actives sur les questions de déforestation jouent aussi un rôle quant à la transmission des points de vue des communautés indigènes subissant les impacts liés à cette dégradation environnementale, afin d'apporter une plus grande visibilité à leurs luttes, mais aussi dans le but de sensibiliser et de faire réagir les gouvernements et institutions européennes et internationales, qui ont le pouvoir d'influencer certaines décisions affectant l'Amazonie brésilienne.

L'analyse réalisée à partir des publications sélectionnées sur les profils respectifs des 6 acteurs et actrices de notre échantillon a fait apparaître certaines connexions entre les différents profils consultés. Nous avons observé, par exemple, des publications de Sonia Guajajara partagées par Greenpeace sur sa page, ou des liens entre les associations de femmes indigènes également, que l'on déduit du partage de publications de l'association AGIR par le MMX. Cette analyse a également permis de mettre en lumière plusieurs éléments de réponse à notre questionnement sur la représentation des points de vue des femmes indigènes au sujet de la déforestation en Amazonie brésilienne, que nous voulons souligner.

Tout d'abord, les ONG internationales WWF et Greenpeace transmettent certains aspects des contestations du pouvoir politique brésilien émises par les activistes indigènes. L'approche utilisée par le WWF fait davantage appel aux données officielles sur les taux de déforestation et les espèces en danger d'extinction dans la forêt Amazonienne, alors que Greenpeace met davantage en avant les impacts pour les communautés locales de cette déforestation en rapport à l'accès aux ressources. Ces catégories de préoccupations sont toutes deux exprimées par les activistes locaux, mais une dimension des luttes des femmes indigènes, et des communautés indigènes en général, n'est pas transmise au niveau international. Il s'agit de la critique de colonialisme adressée aux autorités gouvernementales brésiliennes, qui oppriment les populations indigènes en leur refusant la démarcation de leurs terres en

faveur de l'ouverture de la forêt amazonienne aux entreprises agricoles ou extractives. Cette observation reflète les divergences dans les visions de la nature entre les deux groupes d'acteurs. Les deux ONG analysées mettent plutôt l'accent sur l'énergie verte, la lutte contre la pollution plastique ou l'établissement d'aires protégées, ce qui véhicule plutôt une vision de la nature dominante que celle véhiculée par les activistes indigènes de notre échantillon.

En revanche, le principe de justice climatique est bien présent dans les publications de tous les acteurs et actrices de notre échantillon. En effet, ce thème est central aux revendications des femmes indigènes, qui sont parmi les plus vulnérables aux effets du changement climatique et aux dommages environnementaux, et luttent pour une meilleure prise en compte de leur situation particulière notamment à travers une plus grande participation politique, ainsi que pour l'égalité des genres dans toutes les sphères sociopolitiques. Le WWF et Greenpeace accordent tous deux une importance relative aux enjeux de justice climatique, sans mettre en évidence la position des femmes en particulier, mais en abordant ce sujet en prônant la reconnaissance des inégalités face aux défis environnementaux et de leur répartition inégale dans le monde, et en agissant également contre ces inégalités, notamment par leurs publications à vocation de sensibilisation.

De même, certains éléments faisant partie du répertoire d'action numérique des femmes activistes indigènes telle que l'auto-identification de ces femmes comme les gardiennes de la terre et de la forêt, sont également reprises et partagées par les deux ONG analysées, et surtout par Greenpeace, qui accorde plus de place aux aspects sociaux des enjeux environnementaux dans ses publications sur Facebook et Instagram. Cette pratique participe donc au renforcement des identités communautaires indigènes à travers les publications sur les réseaux sociaux (Rojas et Puig-i-Abril, 2009).

Cependant, on relève par là une certaine idéalisation du rôle des populations indigènes dans la préservation environnementale, contribuant au mythe présentant les populations indigènes vivant en harmonie totale avec leur environnement (Chartier, 2005). Un élément intéressant à analyser dans le cadre d'une extension de cette recherche concerne précisément les « *politiques médiométriques qui impliquent la diffusion de ces discours manichéens et excessivement pragmatiques, mettant à jour les problèmes sans prendre la mesure de leur complexité* » (Chartier, 2005). Il serait intéressant d'investiguer les stratégies de communication des ONG qui jouent sur l'émotion et sur le mythe de la forêt primaire, vierge de toute influence humaine, dans le but de pérenniser l'ONG par la récolte de fonds basée sur ces idées. Une critique qui est adressée à ce type de communication est qu'elle pourrait participer « *à la construction ou au renforcement de représentations erronées qui, indirectement, peuvent avoir des conséquences sur les politiques forestières* » (Chartier, 2005), ignorant certaines représentations plus réalistes des enjeux de la conservation de la forêt, qui impliquent une prise en compte d'une gamme plus extensive de facteurs. De plus, le MMX exprime une critique par rapport au rôle des acteurs environnementaux, que l'on peut retrouver à travers

l'extrait suivant : « *même lorsque les groupes sociaux en situation de vulnérabilité sont mentionnés en public, on ne parle pas de leurs spécificités et des réalités locales de chaque peuple* ». Une étude plus approfondie sur les spécificités de chaque acteur et actrice de notre échantillon pourrait être bénéfique pour comprendre les représentations qui leur sont propres, par exemple par une enquête sur le terrain.

D'autres pistes que nous souhaitons évoquer ici ont le potentiel de pallier certaines limites identifiées dans ce travail. Il s'agit, par exemple, d'inclure d'autres niveaux d'acteurs tels que les départements des organisations nationales brésiliennes chargés des thématiques de genre, ou les organisations que nous avons évoquées à plusieurs reprises au long de ce travail telles que l'APIB ou la COIAB, voire d'inclure dans l'échantillon des acteurs de plus hauts niveaux internationaux comme la FAO, la Commission européenne ou la Banque Mondiale. Par ailleurs, étant donné que les données analysées sur les réseaux Facebook et Instagram sont très similaires, une enquête sur l'application Whatsapp serait un ajout particulièrement pertinent étant donné son importance au niveau politique et au niveau des organisations locales. Ceci permettrait de mettre à jour des éléments supplémentaires faisant partie du répertoire d'action numérique des activistes.

Nous avons également réalisé que l'angle du féminisme pour analyser les questions relatives à la déforestation réduit l'éventail de choix des organisations étudiées, réduction qui est utile et nécessaire à la réalisation d'un mémoire, mais qu'il pourrait être intéressant de supprimer dans le cadre d'une recherche plus complète sur les organisations indigènes en Amazonie brésilienne. Cela permettrait de constituer un échantillon plus important et, par conséquent, davantage représentatif, et de produire une analyse plus solide permettant de traiter la question des représentations indigènes sur la déforestation au niveau international, contribuant ainsi au renforcement de la visibilité des luttes indigènes.

## Bibliographie

Abers, R. N. (2019). Bureaucratic activism: Pursuing environmentalism inside the Brazilian state. *Latin American Politics and Society*, 61(2), 21–44.

<https://doi.org/10.1017/lap.2018.75>

Bastos Lima, M. G., & Persson, U. M. (2020). Commodity-centric landscape governance as a double-edged sword: The case of soy and the cerrado working group in Brazil. *Frontiers in Forests and Global Change*, 3.

<https://doi.org/10.3389/ffgc.2020.00027>

Bellal, M. (2020, August 4). Amazonie, une intensification catastrophique mais prévisible des incendies. *La Croix*.

<https://www.la-croix.com/Monde/Amazonie-intensification-catastrophique-previsible-incendies-2020-08-04-1201107701>

Beriche, M. (2019, November 14). La désinformation sur WhatsApp : une analyse sur le Brésil et l'Inde. *Institut Montaigne*.

<https://www.institutmontaigne.org/blog/la-desinformation-sur-whatsapp-une-analyse-sur-le-bresil-et-linde>

Blanc, J., & Carneiro, M. S. (2018). Le Brésil et l'environnement au XXI<sup>e</sup> siècle : déficit démocratique, carences environnementales. *Brésil(s)*, 13.

<https://doi.org/10.4000/bresils.2551>

Brancalion, P. H. S., *et al.* (2020). Emerging threats linking tropical deforestation and the COVID-19 pandemic. *Perspectives in Ecology and Conservation*, 18(4), pp. 243–246.

<https://doi.org/10.1016/j.pecon.2020.09.006>

Brésil : 100e jour de deuil pour l'environnement. (2019, avril 12). *Greenpeace.Fr*.

<https://www.greenpeace.fr/bresil-100e-jour-de-deuil-lenvironnement/>

Brésil : Jair Bolsonaro et les médias, une relation plus que tendue. *France 24*. (2018, octobre 28).

<https://www.france24.com/fr/20181027-bresil-bolsonaro-president-presse-relation-tendue-medias-reseaux-sociaux>

Buclet, B. (2006). Les réseaux d'ONG et la gouvernance en Amazonie. *Autrepart*, 37(1), p. 93.

Castleberry, A., & Nolen, A. (2018). Thematic analysis of qualitative research data: Is it as easy as it sounds? *Currents in Pharmacy Teaching & Learning*, 10(6), 807–815.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S1877129717300606>

Chartier, D. (2005). ONG internationales environnementalistes et politiques forestières tropicales: L'exemple de Greenpeace en Amazonie. *Anthropologie et sociétés*, 29(1), 103–120.

<https://doi.org/10.7202/011742ar>

Dagicour, O. (2020). Géopolitique de l'Amazonie. *Politique étrangère*, 1(1), pp. 135-146.

<https://doi.org/10.3917/pe.201.0135>

de Chalus, A., & de Janeiro, C. à. R. (2018, October 16). *Les réseaux sociaux, arme fatale du Brésilien Jair Bolsonaro*. La Croix.

<https://www.la-croix.com/Monde/Ameriques/reseaux-sociaux-arme-fatale-Bresilien-Jair-Bolsonaro-2018-10-16-1200976265>

Dellios, R., Bhattacharyya, A., & Minarova-Banjac, C. (2019). Ecofeminism in a world of BRICS: Opportunities and challenges. *Culture Mandala*, 13(2), 8545.

<https://cm.scholasticahq.com/article/8545-ecofeminism-in-a-world-of-brics-opportunities-and-challenges>

Droulers, M. & Broggio, C. (2017). Chapitre III. L'Amazonie à l'heure du développement durable. Dans : Martine Droulers éd., *Le Brésil* (pp. 103-120). Paris cedex 14, France: Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/le-bresil--9782130799870-page-103.htm>

Dutra, J. C. de O., & Mayorga, C. (2019). Mulheres Indígenas em Movimentos: Possíveis Articulações entre Gênero e Política. *Psicologia Ciência e Profissão*, 39(spe).

<https://doi.org/10.1590/1982-3703003221693>

Emboava Lopes, C., & Egan Sjölander, A. (2020). Old power struggles and new media work: Indigenous peoples' striving for justice in contemporary Brazil. In *The Local and the Digital in*

*Environmental Communication* (pp. 151–180). Springer International Publishing.  
[https://doi.org/10.1007/978-3-030-37330-6\\_8](https://doi.org/10.1007/978-3-030-37330-6_8)

Eloy, L. (2020). Comment lutter contre la déforestation en Amazonie? *CNRS Le journal*.  
<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02426890/document>

Escobar, H. (2020). Illegal deforestation in Brazil soars amid climate of impunity. *Science*.  
<https://doi.org/10.1126/science.abe1725>

Ferrante, L., & Fearnside, P. M. (2019). Brazil's new president and 'ruralists' threaten Amazonia's environment, traditional peoples and the global climate. *Environmental Conservation*, 46(4), pp. 261–263.

Figeac, J., *et al.* (2020). Les usages militants de Facebook au Brésil: De la contestation à la mise en agenda culturel des luttes sociales. *Politiques de communication*, N°14(1), p. 91.

Garcia. (2019). Brazil under Bolsonaro: Social base, agenda and perspectives. *Journal of Global Faultlines*, 6(1), pp.62-69.

González, T. S. (2020). *The Resistance of Indigenous Women a decolonial approach to the Case Study of Amazonian women from the Rio Negro*. [Mémoire de master, Université de Stockholm].

[https://www.researchgate.net/publication/339618624\\_The\\_Resistance\\_of\\_Indigenous\\_Women\\_a\\_decolonial\\_approach\\_to\\_the\\_Case\\_Study\\_of\\_Amazonian\\_women\\_from\\_the\\_Rio\\_Negro](https://www.researchgate.net/publication/339618624_The_Resistance_of_Indigenous_Women_a_decolonial_approach_to_the_Case_Study_of_Amazonian_women_from_the_Rio_Negro)

Gournay, A. (2019). Ecoféminisme et voix autochtones : Perspectives dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques. [Thèse, Université de Sherbrooke].

[https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/16066/Gournay\\_Amandine\\_MEnv\\_2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y](https://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/16066/Gournay_Amandine_MEnv_2019.pdf?sequence=1&isAllowed=y)

Hajer, M., & Versteeg, W. (2005). A decade of discourse analysis of environmental politics: Achievements, challenges, perspectives. *Journal of Environmental Policy & Planning*, 7(3), pp. 175–184.

Greenpeace Brasil (2020, mai 15). Greenpeace viabiliza ajuda emergencial para populações indígenas na Amazônia. *Greenpeace*.

<https://www.greenpeace.org/brasil/blog/greenpeace-viabiliza-ajuda-emergencial-para-populacoes-indigenas-na-amazonia/>

Haraway, D. (2009). A cyborg manifesto: Science, technology, and socialist-feminism in the late twentieth century. *Technology and Values: Essential Readings*, 225-46.

La FAO présente l'analyse la plus complète des ressources forestières sous une forme novatrice. (2020, July 21). *News.Un*. <https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073501>

Larrère, C. (2012). L'écoféminisme : féminisme écologique ou écologie féministe. *Tracés*, 22, 105–121.

<http://journals.openedition.org/traces/5454> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/traces.5454>

Laurent, É. (2020). The European Green Deal: Bring back the new'. *OFCE Policy brief*, 63, 1-10. <https://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/5h72jqj51784nakihclqujf0ke/resources/ofce-policy-brief-63.pdf>

Le Tourneau, F.-M. (2016). Quelle durabilité pour les territoires amérindiens d'Amazonie brésilienne ? *Journal de La Societe Des Americanistes*, 102(102–1), 167–193.

<https://doi.org/10.4000/jsa.14673>

Loures, R., & Sax, S. (2020). Guerreiras da Amazônia mostram que igualdade de gênero e conservação da floresta andam de mãos dadas. *Mongabay*. <https://brasil.mongabay.com/2020/09/guerreiras-da-amazonia-mostram-que-igualdade-de-genero-e-conservacao-da-floresta-andam-de-maos-dadas/>

Mancilla-García, M. (2015). Does social media benefit dominant or alternative water discourses? *Water-Alternatives*.

<https://www.water-alternatives.org/index.php/alldoc/articles/vol8/v8issue2/284-a8-2-7/file>

Martinez, F. (2020, September 25). Face à la déforestation de l'Amazonie, la mobilisation de l'opinion publique européenne s'amplifie. *Maze.fr*.

<https://maze.fr/2020/09/face-a-la-deforestation-de-lamazonie-la-mobilisation-de-lopinion-publique-europeenne-samplifie/>

McGregor, D., Whitaker, S., & Sritharan, M. (2020). Indigenous environmental justice and sustainability. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 43, 35–40.

- Meeus, B. (2019). Politiques environnementales au Brésil : analyse historique et récents développements sous Jair Bolsonaro. *La Pensée Écologique*, N° 4(2), 45–61.
- Miranda, C. (2020). Perspectivas desde el ecofeminismo frente al cambio climático y la Amazonía. *El Outsider*, 5. <https://revistas.usfq.edu.ec/index.php/eloutsider/article/view/1568>
- Mongeau, P., & Saint-Charles, J. (2014). Réseaux sociaux et réseaux sociosémantiques et phénomènes de communication. *Communiquer Revue de Communication Sociale et Publique*, 12, 1–7.
- Prévost, H. (2017). Le militantisme et ses effets sur l’empowerment de travailleuses rurales au Brésil. *Cahiers du genre*, 63(2), 45.
- Rojas, H., & Puig-i-Abril, E. (2009). Mobilizers mobilized: Information, expression, mobilization and participation in the digital age. *Journal of Computer-Mediated Communication*, 14(4), 902-927.
- Russo Lopes, G., Bastos Lima, M. G., & Reis, T. N. P. dos. Reis (2021). Maldevelopment revisited: Inclusiveness and social impacts of soy expansion over Brazil’s Cerrado in Matopiba. *World Development*, 139(105316). <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2020.105316>
- Sacchi, Ângela. (2003). Mulheres indígenas e participação política: a discussão de gênero nas organizações de mulheres indígenas. *Revista Antropológicas*. 7.
- San-Miguel-Ayanz, *et al.* (2020). Weekly analysis of wildfires in the Amazon region: September 28 – October 4, 2020, Publications Office of the European Union, Luxembourg, JRC122109.
- Scouart, M., & Lambin, É. F. (2006). Approche systémique des causes de la déforestation en Amazonie brésilienne : syndromes, synergies et rétroactions. *L’Espace géographique*, 35(3), 241-254. <https://doi.org/10.3917/eg.353.0241>
- Simonian, L. T. L. (2013). Mujeres y conocimientos ancestrales en la Amazonia, Brasil. *Amazonia Investiga*, 2(3), 83–108. <https://amazoniainvestiga.info/index.php/amazonia/article/view/651>
- Souchaud, S. (2018). Introduction: Le Brésil face à ses crises. *Problemes d’Amerique latine*, N° 111(4), 5-22. <https://doi.org/10.3917/pal.111.0005>



Stuenkel, O. (2021) Much of Latin America's Left Has a Blind Spot: The Environment, *Americas Quarterly*.

<https://www.americasquarterly.org/article/latin-americas-major-left-wing-parties-remain-at-odds-with-environmentalists/?fbclid=IwAR3Lw4-d2LsUNWYNTncv4lbiOOrKML4LjkqAmkI5T2OOH7LSuukB-8eiOD0>

Statista Research Department. (2018). *Nombre prévisionnel des utilisateurs de réseaux sociaux au Brésil 2013-2022*. <https://fr.statista.com/statistiques/571546/bresil-nombre-d-utilisateurs-des-reseaux-sociaux/>

Statista Research Department. (2021). *Most popular social networks worldwide as of January 2021, ranked by number of active users*. <https://www.statista.com/statistics/272014/global-social-networks-ranked-by-number-of-users/>

Temper, L., & Shmelev, S. (2015). Mapping the frontiers and front lines of global environmental justice: the EJAAtlas. *Journal of Political Ecology*, 22(1), 255-278.

[http://jpe.library.arizona.edu/volume\\_22/Temper.pdf](http://jpe.library.arizona.edu/volume_22/Temper.pdf)

Toulhoat, M., & Solari, N. (2020). L'inquiétant panorama des médias au Brésil (2/3) : un « coup d'Etat » médiatique ? *Acrimed*. <https://www.acrimed.org/L-inquietant-panorama-des-medias-au-Bresil-2-3-un>

Tran, D., Navas, G., Martinez-Alier, J., & Mingorria, S. (2020). Gendered geographies of violence: a multiple case study analysis of murdered women environmental defenders. *Journal of Political Ecology*, 27(1), 1189–1212. <https://doi.org/10.2458/v27i1.23760>

Triplet, P. (2020). *Dictionnaire de la diversité biologique et de la conservation de la nature, Sixième édition*.

[https://societe-zoologique.fr/sites/default/files/2020-03/Dictionnaire-diversite-biologique-conservation-nature\\_2020b.pdf](https://societe-zoologique.fr/sites/default/files/2020-03/Dictionnaire-diversite-biologique-conservation-nature_2020b.pdf)

Van Campenhoudt, L., Marquet, J., & Quivy, R. (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales-5e éd.* Dunod.

Villa da Costa Ferreira, H. (2010). Chapitre 17. Territoire en transformation : l'influence des ONG sur le processus de développement durable de l'Amazonie. Dans : Jean-François Tourrand éd., *L'Amazonie: Un demi-siècle après la colonisation* (pp. 243-256). Versailles, France: Éditions Quæ.

<https://doi.org/10.3917/quæ.doris.2010.01.0243>

Vivas Fernanda, Márcio Falcão (2020) PDT pede ao Supremo que mande Bolsonaro explicar falas na ONU sobre Amazônia e Pantanal, *Globo*.

<https://g1.globo.com/politica/noticia/2020/09/23/pdt-pede-ao-supremo-que-mande-bolsonaro-explicar-falas-na-onu-sobre-amazonia-e-pantanal.ghtml>

Von der Leyen, U. (2019). *Une Union plus ambitieuse - Mon programme pour l'Europe*.  
[https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/political-guidelines-next-commission\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/political-guidelines-next-commission_fr.pdf)

Voz das Mulheres Indígenas. (2010). *Pauta nacional das mulheres indígenas* (Cartilha). Brasília, DF: ONU Mulheres Brasil.

<http://www.onumulheres.org.br/wp-content/uploads/2018/06/PAUTA-Mulheres-indigenas-1.pdf>

WWF (official website). (2021, avril). *Communities and indigenous peoples*.  
[https://wwf.panda.org/discover/people\\_and\\_conservation/communities\\_and\\_indigenous\\_peoples/](https://wwf.panda.org/discover/people_and_conservation/communities_and_indigenous_peoples/)

Xu, A. (2020). The political origins of the “tragedy of the commons” deforestation in the Brazilian Amazon, 2000-2012. *SSRN Electronic Journal*. <https://doi.org/10.2139/ssrn.3707331>

Zell-Ziegler, C. (2017) Is the EU a Major Driver of Deforestation in Brazil? Quantification of CO2-emissions for Cattle Meat and Soya Imports. *Germanwatch*.  
<https://germanwatch.org/sites/default/files/publication/19811.pdf>